

## Compte Rendu Conseil Municipal

### Présents

Bruno Loustalet  
Yannick Semay  
Philippe Guillard  
Valérie Berger  
Nicolas Zimerli  
Marie Paule Dupuy-Roudel  
Guy Caplat  
Josiane Brignone  
Kamel Mohammedi  
Sabine Basili  
Audrey Duprat  
Christian Julian

### Excusée

Suzanne Borrel-Jeantan

### Pouvoirs

Jean-Michel Thuot  
(Pouvoir à B. Loustalet)  
Serge Manié  
(Pouvoir à C. Julian)

Séance du 19 novembre 2018

L'an deux mil dix-huit, le dix-neuf novembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Secrétaire de séance : Valérie Berger

M le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,  
Séance du Conseil Municipal  
En Mairie de Thil  
Le lundi 19 novembre 2018 à 20 h 30  
Enregistrement intégral sans pause»

### **1. Compte rendu de la précédente réunion :**

L'Assemblée n'ayant pas de modifications à apporter, le Compte Rendu précédent est adopté.

### **CREATION D'UN ESPACE NATUREL SENSIBLE**

M. Zimerli expose les compétences pour la création d'un espace Naturel Sensible et donne lecture du projet de délibération. M. Julian demande qu'elle valorisation cet ENS apportera à Thil et sur le fait que Nievroz n'a fait aucune démarche pour l'agrandir. M. Zimerli explique que l'intérêt est surtout pour le département qui anime cet ENS. Il souligne le fait que si la commune n'adhère pas à cet ENS, les subventions seront plus compliquées à récupérer par la suite.

### **DELIBERATION 18/06/01 : CREATION D'UN ESPACE NATUREL SENSIBLE**

Rapporteur : Nicolas Zimerli

Monsieur le rapporteur expose à l'Assemblée que le Département est compétent

pour définir les espaces naturels sensibles (ENS) sur son territoire et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public, conformément à l'article L 142-1 du Code de l'urbanisme.

Dans l'Ain, cette politique est formalisée dans le cadre d'un Plan nature approuvé le 19 Septembre 2016 (2016-2021).

Sur la commune de Thil, le parc ainsi que les plans d'eau des tuileries présentent de nombreux atouts : Paysage : localisés sur les berges du canal de Miribel, les plans d'eau offrent un paysage de lacs de carrières ainsi que de milieux alluviaux. Un projet de sentier d'interprétation est par ailleurs en cours pour relier ce site à l'Espace naturel sensible des « Lônes du Rhône (Chaume, Ferrande, Grand Gravier et Violette) ».

Patrimoine géologique: lac de carrière, témoin de l'exploitation passée de granulats.

Enjeux faune-flore : Le parc et les plans d'eau sont situés en continuité directe d'espaces naturels à forts enjeux écologiques et accueillant une faune et une flore diversifiée qui constituent deux espaces naturels sensibles labellisés par le Département de l'Ain en novembre 2014 et en mars 2015: l'ENS de l'« Ile de Miribel-Jonage » et celui des « Lônes du Rhône (Chaume, Ferrande, Grand Gravier et Violette) ». Ils comprennent également deux sites Natura 2000 : « Milieux alluviaux et aquatiques du fleuve Rhône, de Jons à Anthon » et « Pelouses, milieux alluviaux et aquatiques de l'Ile de Miribel-Jonage ».

Ces espaces participent donc pleinement à la fonctionnalité des continuités écologiques alluviales du Rhône au sud du Département.

L'enjeu est de conforter la protection de ce patrimoine naturel, de renforcer sa capacité d'accueil de la biodiversité et d'améliorer la qualité paysagère ainsi que les dispositifs d'accueil du public sur le site.

L'extension sur Thil du site ENS de l'« Ile de Miribel-Jonage » permettra également de renforcer la valorisation de ce territoire comme porte d'entrée côté Ain du Grand Parc de Miribel-Jonage.

Le label ENS qui est proposé pour le site susmentionné n'apporte aucune contrainte réglementaire aux propriétaires, aux exploitants et aux usagers des parcelles concernées (promenade, pêche, agriculture...). Il s'agit d'un outil qui vise à définir et à mettre en œuvre des actions de gestion et de valorisation du site, en conciliant les usages actuels et la préservation des milieux. Le Département apporte un soutien technique et financier pour la réalisation de ces actions.

En conséquence, il est important d'agir dès à présent pour assurer une préservation et une valorisation de ce site à l'échelle du département.

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L142-1 à L142-13 et R142-1 à R142-19, relatifs aux espaces naturels sensibles ;

Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 17 novembre 2014 approuvant la labellisation de l'Espace Naturel Sensible de « l'Ile de Miribel-Jonage » ;

Vu la délibération du 19 septembre 2016 du Conseil départemental de l'Ain adoptant le Plan Nature 2016-2021 ;

Considérant la valeur écologique, paysagère et géologique du site dit des «Plans d'eau des tuileries» ;

Considérant l'intérêt de préserver, gérer, mettre en valeur et ouvrir au public ce site,

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :**

- **DEMANDE** l'extension de la labellisation, par le Département de l'Ain, du site ENS de « l'Ile de Miribel-Jonage » au parc et aux plans d'eau des tuileries situés sur la commune de Thil, selon le périmètre annexé à la présente délibération,
- **DECIDE** de participer au comité du site qui vise à définir et valider les actions de gestion du site, de valorisation et d'ouverture du site au public en cohérence avec la préservation et la protection du milieu naturel.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

## Espace naturel sensible

### Ile de Miribel-Jonage



Type de site :

**Zones humides, prairies sèches et espaces boisés**

Entité géographique :

*Fleuve Rhône*

Bassin versant :

**Rhône**

Superficie totale :

**668,81 ha + 17,6 ha pour le parc et les plans d'eau de Thil**

Communes concernées :

**Neyron, Miribel, Saint-Maurice-de-Beynost, Beynost, Thil, Nievroz**

Statut de protection :

Natura 2000 « pelouses, milieux alluviaux et aquatiques de l'Ile de Miribel-Jonage (DOCOB de septembre 2009)

Outil de gestion :

*Site géré par la SEGAPAL (Document d'objectifs du site Natura 2000 – Plan directeur 2005-2015) – site propriété du SYMALIM*

#### ➤ ENJEUX DU SITE

##### **Faune**

Oiseaux : guêpier d'Europe, Sterne pierregarin, Blongios nain, Milan noir, Pic noir et Gravelot

Chauves souris : 18 espèces présentes dont 4 d'intérêt communautaire (Minioptère de

##### **Flore**

Présence de la Pesse d'eau, la Laîche faux souchet, l'Utriculaire commune, la Naïade commune et l'Hottonie des marais

4 espèces d'orchidées dont deux protégées au niveau national (Épipactis du Rhône et Orchis

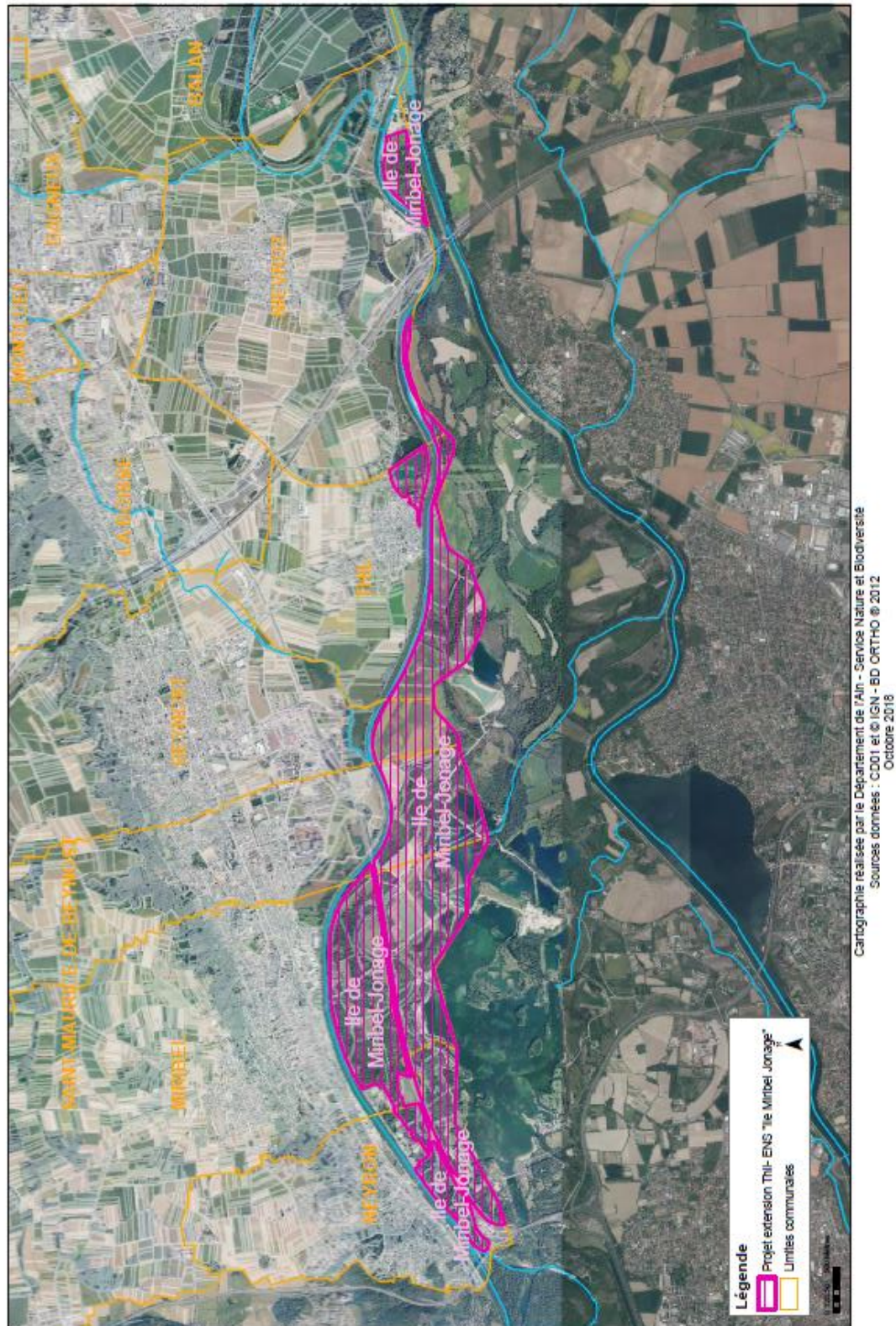


<p>Schreibers, Grand Rhinolophe, Barbastelle et Murin à oreilles échancrées)</p> <p>Lucane cerf volant, Castor, et le Grand rhinolophe ;</p> <p>Présence de nombreuses espèces de canards dont la Nette rousse, de reptiles dont la Cistude d'Europe et d'amphibiens dont le Crapaud calamite.</p> <p><b>Paysage</b></p> <p>Mosaïque de milieux forestiers, ouverts et humides (deux étangs) - Enjeu pour ce site très fréquenté, à proximité de zones urbaines</p> <p><b>Habitats - Fonctionnement écologique</b></p> <p>5 habitats d'intérêt communautaire : peupleraies sèches, frênaies chênaies, pelouses sèches et végétation aquatique des plans d'eau</p> <p>Les plans d'eau sont des sites importants pour la migration des oiseaux – zone de frayères à brochet</p> <p>Zone de chasse et de transition pour les chauves-souris d'importance régionale</p> <p>Corridor écologique pour le déplacement de diverses animales le long du fleuve</p>	<p>parfumé)</p> <p>Présence de la Dorichnie hirsute, espèce peu commune</p> <p><b>Géologie</b></p> <p>Pour les plans d'eau de Thil : lac de carrière, témoin de l'exploitation de granulats.</p> <p><b>Fréquentation-Pédagogie</b></p> <p>Site touristique aménagé pour l'accueil du public et proposant de nombreuses activités de loisirs et sportives (à noter le site de « la Droite » et l'îlot, centre de pédagogie eau et nature à proximité, dans le Rhône)</p> <p>Site fréquenté pour des activités de pleine nature et de loisirs (promenades, pêche).</p>
---	--

**Fragilité/menaces** : fréquentation importante (site touristique à proximité de Lyon) avec pratiques d'entretien visant l'accueil du public, envahissement par le buddleia et autres plantes invasives, embroussaillage des milieux ouverts.

Le périmètre intègre l'ensemble de l'île de Miribel-Jonage localisé dans le département de l'Ain. Le périmètre comprend également le parc et les plans d'eau des Tuileries situés sur la commune de Thil.

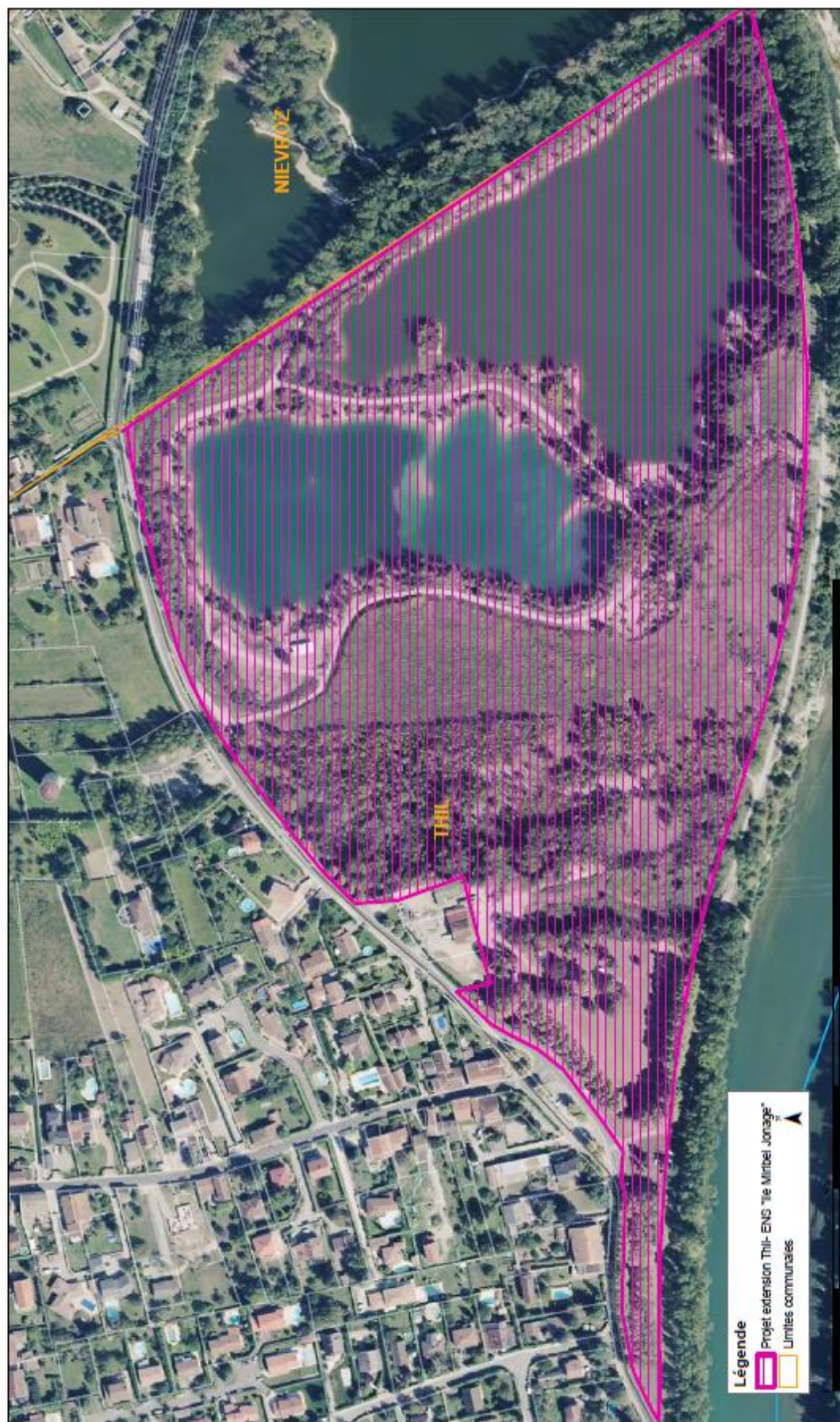
Espace Naturel sensible " Ile de Miribel Jonage "





*Zoom sur l'extension du périmètre aux plans d'eau des Tuileries situés sur la commune de Thil*

Espace Naturel sensible " Ile de Miribel Jonage"



Cartographie réalisée par le Département de l'Air - Service Nature et Biodiversité  
Sources données : CDDP et © IGN - BD ORTHO © 2012  
Octobre 2018

## **2. RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU (RPQS) 2017**

M. Caplat donne lecture du projet de délibération.

M. Julian précise que la commune s'est fait épinglé par le journal « Que Choisir » comme quoi l'eau de la commune n'est pas bonne. M. Caplat répond que le contrôle n'a pas eu lieu au bon moment, les prélèvements ayant été fait durant les travaux. Maintenant les résultats sont bons.

### **DELIBERATION 18/06/02 : RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DE L'EAU EN 2017**

Rapporteur : Guy Caplat

Monsieur le Rapporteur expose le Prix, la Qualité et le Service de l'eau (RPQS) concernant l'année 2017, notamment les faits marquants 2017, les interventions techniques ainsi que la facture 120 m3.

Une synthèse de ce rapport sera mise en ligne sur le site internet de la commune.

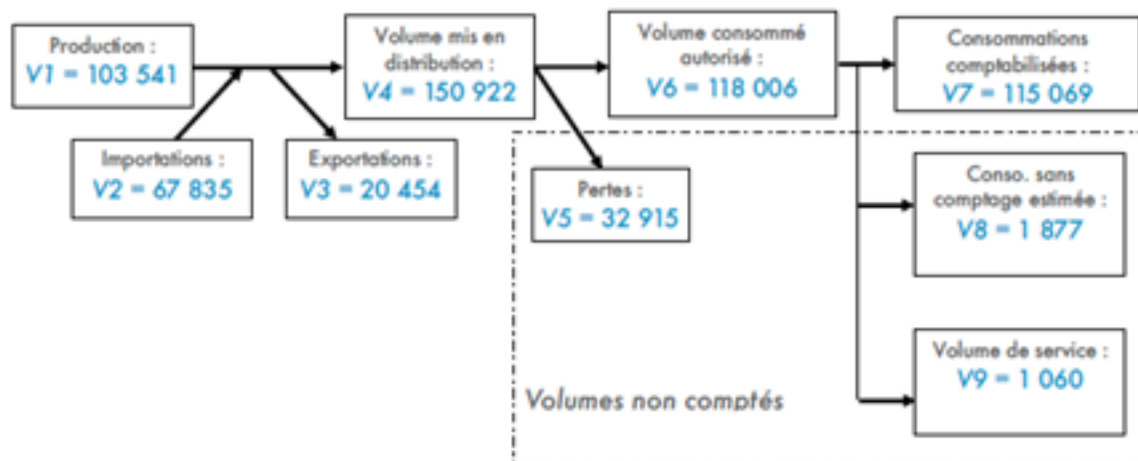
# Rapport Prix - Qualité Service (RPQS Exercice 2017) SIE THIL / NIEVROZ



# Prix du service de l'eau

Tarifs		Au 01/01/2016	Au 01/01/2017		Au 01/01/2018
Part de la Collectivité					
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement	22,00	22,00		22,00
Part proportionnelle (€ HT/m <sup>3</sup> )	Tranche unique	0,3713	0,3713		0,3713
Part du Déléataire					
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement	44,92	44,74		45,68
Part proportionnelle (€ HT/m <sup>3</sup> )	Tranche unique	0,7260	0,7230		0,7380

# Volumes et rendement



Rendement du réseau 80.8% (> 67% légaux)

Indice linéaire de perte 3.2 m<sup>3</sup>/km/j (< 5.5 contractuels)



# Facture type (120m<sup>3</sup>)

Les tarifs applicables au 01/01/2017 et au 01/01/2018 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m<sup>3</sup>/an) sont :

Tarifs		Au 01/01/2017 en €	Au 01/01/2018 en €	Variation en %
Délégataire	Part fixe	44,74	45,68	+ 2,1 %
	Part proportionnelle	86,76	88,56	+ 2,07 %
Collectivité	Part fixe	22,00	22,00	0 %
	Part proportionnelle	44,56	44,56	0 %
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau		2,16	2,16	0 %
Redevance de pollution domestique		34,80	34,80	0 %
TVA (5,5 %)		12,93	13,07	+ 1,08 %
Total TTC		247,95	250,83	+ 1,16 %
Prix au m <sup>3</sup> (total / 120 m <sup>3</sup> )		2,07	2,09	+ 1,16 %

**Commentaires :** Comme vu ci-dessus, on remarquera un certain nombre de tarifs en hausse impliquant au final une augmentation du prix du m<sup>3</sup> proche de l'inflation 2017 (1%).

## Qualité de l'eau

	Nombre de prélèvements réalisés	Nombre de prélèvements non-conformes	Taux de conformité
Analyses microbiologiques	13	0	100 %
Analyses physico-chimiques	Nitrate : 23 - Pesticide : 5	0	100 %

**Commentaires :** L'ensemble des prélèvements a satisfait aux exigences réglementaires

Nitrate : 33 mg/l (<50)  
Pesticide : 0.11µg/l (<0.50)

## Minéralité (goût)



## Dureté



Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,

**LE CONSEIL MUNICIPAL** après en avoir délibéré :

Approuve le Rapport sur le Prix, la Qualité et le Service de l'eau (RPQS) de l'année 2017.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

### **3. DEMANDE DE SUBVENTION A LA REGION AUVERGNE RHONE ALPES**

M. Zimerli donne lecture du projet de délibération.

#### **DELIBERATION 18/06/03: SOLLICITATION DE SUBVENTION A LA REGION AUVERGNE RHONE-ALPES- STATIONS D'INTERPRETATION DE LA SECTION THILOISE DU PARCOURS D'INTERPRETATION DES MILIEUX ALLUVIAUX**

Rapporteur : Nicolas Zimerli

Monsieur le rapporteur rappelle aux membres du Conseil Municipal que le plan d'action attaché à l'étude relative au Plan d'interprétation des Milieux Alluviaux réalisée en partenariat avec les communes de Niévroz et de Balan prévoit la réalisation de 4 stations d'interprétation à implanter sur l'itinéraire pédestre de THIL « Habiter le Rhône ».

Chacune de ces stations décline un aménagement autour d'une thématique particulière :

- Station 1 : « Habiter le Rhône » avec pour thème : Les crues du Rhône et la lutte contre les inondations,
- Station 2 : « Naviguer sur le Rhône » avec pour thème les marinières du Rhône,
- Station 3 : « Guincher » avec pour thème « Thil, la balnéaire »,
- Station 4 : « Pécher » avec pour thèmes les poissons du Rhône.

Monsieur le rapporteur rappelle de plus que :

- Le cheminement pédestre et les stations d'interprétation ont fait l'objet d'une concertation communale auprès des habitants et de l'association « Les Pécheurs Thilois »
- Le cheminement pédestre s'insère dans le programme plus général de création de l'Espace Naturel Sensible intégré à l'Île de Miribel Jonage et d'autre part dans la requalification environnementale et mise en valeur paysagère du Quai des Amours et des Étangs de Thil.

A la suite, Monsieur le rapporteur précise que ces aménagements sont éligibles à des subventions de la Région Auvergne Rhône Alpes au titre du dispositif « Plan Ruralité ». Il invite le Conseil municipal à autoriser Monsieur le Maire à effectuer auprès de la région Auvergne Rhône Alpes toutes démarches nécessaires pour mobiliser les subventions et de signer tout acte en relevant.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Sur le rapport de Monsieur le Rapporteur, après en avoir délibéré,

#### **DECIDE**

- d'autoriser Monsieur le Maire à effectuer auprès de la région Auvergne Rhône Alpes toutes démarches nécessaires pour mobiliser les subventions au titre du Plan Ruralité et de signer tout acte en relevant

<i>Pour</i>	11
<i>Contre</i>	0
<i>Abstentions</i>	4



#### 4. TRAVAUX EN REGIE

Mme Dupuy-Roudel donne lecture du projet de délibération.

M. Guillard demande si les travaux effectués à l'église sont aussi sur 2018 ou sur 2019. Étant donné que les travaux seront fait en décembre, ils seront comptabilisés sur 2019.

#### DELIBERATION 18/06/04 : TRAVAUX EN REGIE

Rapporteur : Marie-Paule Dupuy-Roudel

Madame le rapporteur rappelle à l'Assemblée que des travaux d'aménagement ou de réfection ont été réalisés au sein de la commune durant l'exercice 2018 par les agents des Services Techniques.

Les matériels et fournitures nécessaires à ces travaux ont été mandatés dans un premier temps en section de Fonctionnement du Budget Primitif 2018.

A ce titre, elle informe qu'il y a lieu de transférer les dépenses de matériels et fournitures (détail dans le tableau ci-dessous) ainsi que les charges de Personnel (Annexe 1) sur la section d'Investissement du Budget Primitif 2018. Le montant des travaux en régie se décompose comme suit :

OBJET	Mandatée le	Mandat / Bord.	Coût Matériel	Nbre Agt	Durée	Coût de Pers. Cnal	TOTAL
<b>Op. 90 : Écoles : Peinture portes et fenêtres</b>				2	2 x 180h00	4875.10	7237.06
<i>Scotch de protection</i>	06/06/2018	268/30	220.92				
<i>Peinture</i>	01/06/2018	253/27	1743.24				
<i>Preface</i>	01/06/2018	243/27	397.80				
<b>Op. 90 : Écoles : Pose de projecteurs</b>							
<i>Goulotte et prises</i>	18/09/2018	438/57	187.50	2	2 X 14h	516.32	703.82
							<b>7 940.88</b>

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

- Autorise Monsieur le Maire à imputer le coût des travaux en section d'investissement du budget de l'exercice en cours pour un montant total de **7 940.88 €**.

Les crédits nécessaires seront portés à la section d'investissement du budget de l'exercice en cours au moyen d'une Décision Modificative.

## ANNEXE 1

*Délibération 18/06/04*

**Op. 90: Travaux Peinture portes et fenêtres École** *Juillet et Août 2018*

1 agent (IB. 457 / IM.400)

Brut ..... 2.579,40 €  
Charges Patronales..... 1.173,60 €  
TOTAL ..... 3.753 €

Et

1 agent (IB.351 / IM.328)

Brut ..... 749,70 €  
Charges Patronales..... 372,40 €  
TOTAL ..... 1.122,10 €

TOTAL de l'opération ..... **4.875,10 €**

**Op. 90: Pose de projecteurs École** *Août et Octobre 2018*

1 agent (IB. 457 / IM.400)

Brut ..... 200.62 €  
Charges Patronales..... 91.28 €  
TOTAL ..... 291.90 €

Et

1 agent (IB.351 / IM.328)

Brut ..... 149.94 €  
Charges Patronales..... 74.48 €  
TOTAL ..... 224.42 €

TOTAL de l'opération ..... **516.32 €**

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

## 5. FINANCES

Mme Dupuy-Roudel détaille les Décisions Modificatives présentées en séance.

### DM N°5 – BUDGET PRINCIPAL : TRAVAUX EN REGIE 2018

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 023 : Virement section investissement		7 940.88 €
<b>TOTAL D 023 : Virement à la sect° d'investis.</b>		<b>7 940.88 €</b>
D 21312-90 : École : peinture portes et fenêtres		7 940.88 €
<b>TOTAL D 040 : Opérations d'ordre entre section</b>		<b>7 940.88 €</b>
R 021 : Virement de la section de fonct.		7 940.88 €
<b>TOTAL R 021 : Virement de la section de fonct.</b>		<b>7 940.88 €</b>
R 722 : Immobilisations corporelles		7 940.88 €
<b>TOTAL R 042 : Opérations d'ordre entre section</b>		<b>7 940.88 €</b>

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

### DM N°6 – BUDGET PRINCIPAL : PUP ABDELKHADER

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 21534 : Réseaux d'électrification		324.00 €
D 21538 : Autres réseaux		876.00 €
<b>TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles</b>		<b>1 200.00 €</b>
R 1348 : Subvention non amortissable		1 200.00 €
<b>TOTAL R 13 : Subvention d'investissement</b>		<b>1 200.00 €</b>

M. le Maire précise que les 1 200 € sont les honoraires de Maître Lamouille.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **6. DEPENSES D'INVESTISSEMENTS 2019**

Mme Dupuy-Roudel rappelle que chaque année, il y a lieu de délibérer afin de disposer des crédits nécessaires en investissement (à hauteur de 25% des crédits ouverts l'année précédente) permettant ainsi le mandatement des factures d'investissement en attendant le vote du budget.

Elle donne lecture du projet de délibération.

### **DELIBERATION 18/06/05 : ENGAGEMENT, LIQUIDATION ET MANDATEMENT DES DEPENSES**

Rapporteur : Bruno Loustalet

Madame le Rapporteur rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Montant budgétisé - dépenses d'investissement 2018 : 150.927,37 € pour le budget principal  
(Hors chapitre 16 « Remboursement d'emprunts »)

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de : 26.432,00 € ( $< 25\% \times 150.927,37 \text{ €}$ ) pour le budget communal.

Les dépenses d'investissement seront imputées sur les opérations figurant au budget.

**Total : 26.432 € pour le Budget Principal**

Montant budgétisé - dépenses d'investissement 2018 : 1.606.128,00 € pour le budget Assainissement.

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de 401.532,00 € ( $< 25\% \times 1.606.128,00 \text{ €}$ ) pour le budget Assainissement.

Les dépenses d'investissement seront imputées sur les chapitres figurant au budget.

**Total : 401.532,00 € pour le Budget Assainissement**

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide d'accepter les propositions de M. le Maire dans les conditions exposées ci-dessus pour un montant de 26.432,00 euros sur le Budget Principal et 401.532,00 euros sur le Budget Assainissement.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **7. INDEMNITES DU PERCEPTEUR**

Mme Dupuy-Roudel défend la perception en soulignant que la commune les sollicite énormément en cette fin d'année.

Mme Duprat demande si les relances concernant la cantine ont été améliorées.

M. Guillard répond que la Perception ne sait pas gérer les relances, que la mairie fait le travail à sa place, mais que la perception n'a pas les effectifs suffisants et que les prestations sont moyennes.

M. Julian estime que cela fait partie de ses attributions.

Mme Dupuy-Roudel rajoute qu'il faut faire attention car il y a le prélèvement à la source en Janvier et que de bonnes relations sont préférables.

M. Mohammedi demande si cela justifie le montant de l'indemnité.

M. le Maire explique qu'il y a une réduction des fonctionnaires, ainsi que des problèmes d'outils et le regroupement des deux Trésoreries. Il s'interroge sur le fait que la prime pourrait servir à embaucher du personnel.

Mme Semay demande pourquoi ne pas lui octroyer 100%. Le Maire répond qu'il y a du mieux mais que s'il souhaite avoir les 100% il doit encore s'améliorer.

M. Julian estime que cela fait partie de ses attributions, on lui demande un travail qu'il doit faire.

Mme Semay répond que comme les primes au mérite, ce n'est qu'une prime.

Mme Dupuy-Roudel donne lecture du projet de délibération

## **DELIBERATION 18/06/06 : CONCOURS DU RECEVEUR MUNICIPAL / ATTRIBUTION D'INDEMNITES**

Rapporteur : Marie-Paule Dupuy-Roudel

Vu l'article 97 de la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

DECIDE :

- de demander le concours du Receveur municipal pour assurer des prestations de conseil et,
- d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 80 % pour l'année 2018.
- que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à M. Alain MOISSON.
- de lui accorder l'indemnité de conseil pour l'année 2018 d'un montant de 338.56 € brut.

<i>Pour</i>	10
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	4

## **8. ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

Monsieur le Maire demande s'il y a des questions. Le Conseil n'ayant pas de questions, Monsieur le Maire revient sur des interrogations qu'il a eues en parallèle avec l'ensemble des Associations syndicales des lotissements reçu le 9 novembre dernier.

Les Associations Syndicales des lotissements s'interrogent sur les travaux d'antennes privées. Les administrés sont étonnés des dessertes du chemin de Brayonne. Il ne faut pas confondre avec l'étude de programmation. L'étude d'ingénierie est la seule importante et cette étude ne prend pas en compte la desserte du chemin de Brayonne. M. le Maire rappelle que le chemin de Brayonne n'est pas desservi dans sa partie non communale.

M. le Maire propose des réunions afin de faire des points réguliers avec les Associations Syndicales de lotissements.

Monsieur le Maire donne lecture du projet de délibération.

### **DELIBERATION 18/06/07 : SPL GESTION DES ESPACES PUBLICS DU RHONE AMONT – ACTIVITE ANNEE 2017**

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le rapporteur rappelle aux membres du Conseil Municipal que la réalisation de l'assainissement collectif nécessite le refoulement des eaux usées collectées sur le territoire communal vers la STEP des Iles localisée à Niévroz.

Les travaux du réseau de refoulement, sous maîtrise d'ouvrage de la CCMP, emportent la nécessité d'autoriser la CCMP à réaliser les travaux relatifs du Poste de Refoulement Général n°1 situé sur les emprises communales conformément au Plan joint à la présente délibération au titre de l'article L.2122-22 alinéas 1 et 27 du CGCT.

Entendu les explications de Monsieur le rapporteur,

Le Conseil municipal de THIL, après en avoir délibéré,

- Donne pouvoir à Monsieur le Maire d'autoriser la CCMP à réaliser les travaux nécessaires pour la mise en place des canalisations de transfert des eaux usées vers la STEP de Niévroz,
- Demande à la CCMP de déposer une déclaration préalable de travaux pour la création d'un poste de refoulement (PRG1)

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **9. CONVENTION AVEC LA SOCIETE PROTECTRICES DES ANIMAUX**

Madame Marie-Paule Dupuy-Roudel rappelle l'obligation faite aux communes de signer une convention auprès d'un organisme agréé pour la capture d'animaux errants.

Il est demandé à la SPA de faire attention aux conventions signées avec les particuliers.

Un journaliste a créé une association pour aider les chats.

M. Julian demande s'il est possible de connaître le nombre d'interventions sur la commune.

Mme Dupuy-Roudel donne lecture du projet de délibération.

### **DELIBERATION 18/06/08 : CONVENTION AVEC LA SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX (SPA)**

Monsieur le Rapporteur informe que pour des raisons pratiques et de sécurité, il y a eu lieu de signer une convention avec la SPA afin que cette dernière capture et recueille les animaux errant sur la voie publique.

Le montant forfaitaire de l'indemnité pour la réalisation des prestations proposées dans le cadre de la convention, est fixé à la somme de 0,45 € par an et par habitant pour l'année 2019.

Est également proposé un partenariat concernant la stérilisation des chats libres afin d'éviter la prolifération des chats errants vivant dans les lieux publics.

La prise en charge par la SPA de Lyon est arrêté au maximum pour la castration et l'identification d'un chat mâle à la somme de 35 € et pour la stérilisation et l'identification d'une femelle à la somme de 50 € portée à 70 € en cas de nécessité d'hystérectomie, dans la limite du nombre de stérilisations qu'elle détermine dans l'accord qu'elle adresse à la commune. Le solde est à la charge de la commune.

Le Conseil,

Ouï les explications de M. le Rapporteur,

- Autorise M. le Maire à signer la convention de fourrière avec la SPA pour l'année 2019.  
La dépense sera mandatée à l'article 6288 du Budget 2019.
- Autorise M. le Maire à signer le partenariat en vue de la stérilisation des chats errants dans les lieux publics de la commune.  
La dépense sera mandatée à l'article 6288 du Budget 2019.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0



## Fiche de renseignements pratiques pour un bon déroulement des conventions

**1 – Un seul numéro de téléphone est dédié au service mairie : 04.78.38.71.72. (24h/24) ainsi qu'une adresse mail : [fourriere@spa-lyon.asso.fr](mailto:fourriere@spa-lyon.asso.fr) et un fax 04 78 38 71 78 (lecture des mails et fax en horaires d'ouverture du service administratif uniquement).**

**Ce numéro et cette adresse mail ne doivent en aucun cas être communiqués à vos administrés ou figurer sur des informations à leur destination (affichage, site internet...).**

### **2 – Horaires d'ouverture de notre service mairie (administratif)**

Du lundi au vendredi, de 9h à 12h et de 13h30 à 17h00 (demandes à privilégier dans ces créneaux horaires).

En dehors de ces horaires un service d'astreinte est assuré pour les urgences (24h/24 ; 7j/7) au même numéro.

### **3 – Modalités des interventions :**

Pendant les heures d'ouverture du service administratif :

- sur appel de la mairie ou d'un agent habilité,
- sur l'envoi d'un fax au 04 78 38 71 78 ou d'un mail à : [fourriere@spa-lyon.asso.fr](mailto:fourriere@spa-lyon.asso.fr)

Prise en charge des chiens et chats capturés en mairie (ou avec l'agent ou l'autorité s'il est dans un autre lieu de la commune).

Envoi d'un fax nécessaire si l'animal doit être pris en charge en un autre lieu et hors la présence de l'agent de la mairie (préciser le lieu, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la personne autorisée à nous remettre l'animal).

**RAPPEL : Pour un bon fonctionnement des conventions, il est essentiel de veiller, avant de solliciter l'intervention de nos services, à ce que la demande entre dans le cadre de la convention :**

- les abandons d'animaux par leur propriétaire et les règlements de conflit de voisinage ne sont pas concernés par la convention,
- les campagnes de capture de chats errants ne sont pas concernées par la convention.
- *Nous n'assurons plus les captures en nombre de chats errants en application de l'arrêté du 3/04/14 qui précise : « Ces animaux ne peuvent être conduits en fourrière que, dans la mesure où le programme d'identification et de stérilisation prévu à l'article L221-27 du Code Rural et de la pêche maritime ne peut-être mis en oeuvre ».*

**Pour toute demande particulière, contactez-nous, exposez clairement la situation.  
Nous essaierons de trouver avec vous la solution la plus adaptée.**



.../...

3. un dossier comprenant divers documents à remettre à vos agents chargés de nous contacter pour solliciter notre intervention :
- une fiche de renseignements pratiques pour le bon déroulement de la convention avec formulaires préétablis pour faciliter les demandes (annexe 1),
  - une notice et un formulaire permettant à titre dérogatoire la prise en charge des animaux relevant de la fourrière en clinique vétérinaire (annexe 2),

Nous vous transmettons également par cet envoi une proposition de partenariat concernant la stérilisation des chats libres auquel vous pourrez également souscrire dès lors que vous aurez régularisé une convention de fourrière. Ce partenariat pourra être mis en place à tout moment de l'année, vous pouvez donc prendre le temps de la réflexion pour y souscrire mais nous vous invitons à l'examiner avec attention car il permet de manière posée, réfléchie, pérenne et responsable d'anticiper ou de régler les éventuelles questions de prolifération de chats sur votre commune avant que la situation ne devienne problématique et inextricable.

Par cette action, votre commune lutte également concrètement contre la misère animale.

Nous restons bien entendu à votre disposition pour toute question. Pour plus de facilité, vous pouvez nous contacter de préférence par mail :

- [fourriere@spa-lyon.asso.fr](mailto:fourriere@spa-lyon.asso.fr) pour les questions relevant des conventions de fourrière,
- [sterilisation@spa-lyon.asso.fr](mailto:sterilisation@spa-lyon.asso.fr) pour les questions relevant de la stérilisation des chats errants.

Nous vous prions d'agréer, Madame le Maire, Monsieur le Maire, nos salutations distinguées.

**La Présidente**

**Myriam BÉRARD**



P.J. : Convention de fourrière en deux exemplaires,

Mémoire de frais,

Dossier avec pièces annexes à la convention,

Partenariat de stérilisation en deux exemplaires.

## CONVENTION

Entre les soussignés :

Monsieur ou Madame

Maire de la commune de

et

La S.P.A. de LYON et du SUD-EST dont le siège social est 25 quai Jean Moulin -- 69002 LYON représentée par Madame Myriam BÉRARD, Présidente en exercice,

Il est convenu ce qui suit :

### **Article 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La commune, ne disposant pas de fourrière communale, confie à la S.P.A. de LYON et du SUD-EST le soin d'accueillir et de garder conformément aux dispositions des articles L211-24 à L211-26 du Code Rural **les chiens et les chats trouvés errants ou en état de divagation sur le domaine public (voies publiques et bâtiments communaux à caractère public) du territoire de la commune.**

Sont expressément exclus de cette convention de fourrière :

- les interventions relevant des **campagnes de capture de chiens et chats errants visées à l'article R 211-12 du Code Rural,**
- les **campagnes de stérilisation visées à l'article L211-27 du Code Rural,**
- les **demandes constituant des abandons de chiens ou chats par leurs détenteurs.**

*Rappel : ne peuvent être considérés comme des animaux relevant de la fourrière ceux trouvés par des particuliers et conservés par ces derniers pendant une période excédant quelques jours ainsi que ceux dont ils sont propriétaires ou détenteurs.  
Ces animaux doivent être apportés sous le régime de l'abandon auprès d'un refuge par ces derniers.*

# CONVENTION DE FOURRIERE 2019 (C1B- avec capture)

## **Article 2 - MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES CHIENS ET CHATS EN FOURRIERE**

Dans le cadre de cette convention de fourrière, la S.P.A. de LYON et du SUD-EST, sur demande émanant d'un agent ou élu habilité à cette fin par la mairie, assure la prise en charge des animaux relevant de la convention dans les conditions suivantes :

### **2.1-Pour les demandes concernant les chiens :**

Nos agents interviennent dans les meilleurs délais après demande de la mairie :

- pour prendre en charge auprès des services municipaux (ou en présence d'un agent municipal) les chiens trouvés en divagation, errants et **capturés**.
- pour assurer la capture des chiens en divagation sur la voie publique sur signalement précis du lieu de divagation.

***Rappel :** est considéré en état de divagation au sens du Code Rural tout chien qui n'est plus sous la surveillance effective de son maître ou qui est éloigné d'une distance dépassant 100 mètres de la personne qui en est responsable.*

### **2.2-Pour les demandes concernant les chats :**

- Nos agents interviennent dans les meilleurs délais suivant la demande de la mairie pour prendre en charge auprès des services municipaux (ou en présence d'un agent municipal) les chats trouvés en divagation, errants et **capturés**.
- les chats trouvés chez un particulier seront à récupérer en police municipale ou en mairie.

**Ces prestations sont assurées 24h/24h et 7 jours sur 7.**

*Nous n'assurons plus les captures en nombre de chats errants en application de l'arrêté du 3/04/14 qui précise : «**Ces animaux ne peuvent être conduits en fourrière que dans la mesure où le programme d'identification et de stérilisation prévu à l'article L221-27 du Code Rural et de la pêche maritime ne peut être mis en oeuvre**».*

## CONVENTION DE FOURRIERE 2019 (C1B- avec capture)

---

**De ce fait, nous réservons désormais nos trappes de capture aux opérations de stérilisation.**

**Nous vous rappelons que les chats capturés au moyen de vos trappes ou de trappes louées seront récupérés par nos services du lundi au jeudi sur appel téléphonique avant 15 heures et le vendredi avant 12 heures.**

**Toutes dispositions doivent être prises pour qu'un chat ne reste pas plus de 4 heures en trappe. Ainsi, les trappes doivent être mises hors service le week-end.**

### **2.3-Pour les demandes concernant les chats ou chiens décédés sur la voie publique :**

**Nos agents assurent sur demande de la mairie de 9h à 17h, l'enlèvement auprès des services communaux des cadavres de chiens et de chats trouvés morts sur la voie publique(\*) préalablement pris en charge par vos services.**



**AUCUNE INTERVENTION POUR LE RAMASSAGE DE CADAVRES LA NUIT**

**(\*) Notre personnel n'est pas habilité à ramasser les cadavres sur la voie publique**

**Attention : il ne nous est pas possible de rechercher une identification sur un animal en état de décomposition.**

### **3.3-Pour les demandes concernant les chats ou chiens blessés, malades ou trouvés sur la voie publique,**

**Toute demande de prise en charge auprès d'une clinique vétérinaire doit faire l'objet d'une confirmation par la mairie conventionnée du lieu où l'animal a été trouvé, au moyen du formulaire annexé à la présente (demande de prise en charge d'un animal de fourrière en clinique vétérinaire).**

**Au moment de la prise en charge de l'animal blessé ou malade la clinique vétérinaire devra remettre à notre personnel, un compte-rendu de soins qui permettra aux vétérinaires de notre refuge de prendre le relais.**

**Rappel : un chat est considéré comme en état de divagation au sens du Code Rural s'il est non identifié ou de propriétaire inconnu et trouvé à plus de 200 mètres des habitations ou s'il est hors de la surveillance de son maître et à plus de mille mètres du domicile de ce dernier.**

## CONVENTION DE FOURRIERE 2019 (C1B- avec capture)

---

### Les demandes des mairies sont reçues :

- Du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00 sur appel téléphonique, fax ou mail adressés au service de fourrière animale aux numéro et adresse indiqués sur les documents annexés à la convention.

**Le numéro d'astreinte et l'adresse mail ne doivent pas être diffusés auprès de vos administrés ou de tiers.**

- En dehors de ces créneaux horaires et les dimanches et jours fériés sur appel auprès de notre service d'astreinte par un agent ou élu habilité par la commune s'identifiant clairement comme tel (nom, qualité et numéro de téléphone).

Dans tous les cas :

lors de la demande d'intervention doivent être précisés la date et le lieu où l'animal a été trouvé, l'identité et les coordonnées de la personne qui l'a trouvé (s'il s'agit d'un particulier) ainsi que tout renseignement utile à la recherche du propriétaire, circonstances...),

### **Article 3- SUIVI DES DEMANDES :**

- Les chiens et chats pris en charge auprès de la commune sont transportés par la S.P.A. de LYON et du SUD-EST en fourrière sur le site de Brignais (69).
- La S.P.A. de LYON et du SUD-EST délivre sur demande écrite de la commune, et à cette dernière uniquement, les renseignements sur les animaux entrés en fourrière sur ses instructions.
- Pour les animaux mordeurs ou griffeurs entrés sous le régime de fourrière, la S.P.A. de LYON et du SUD-EST alertera les autorités concernées (Direction Départementale de Protection des Populations). Elle fera effectuer les visites vétérinaires prévues par le Code Rural. Les frais seront supportés par le propriétaire / détenteur identifié de l'animal conformément à la loi. Dans le cas où le propriétaire n'est pas identifié, les frais seront supportés par la S.P.A. de Lyon.

## CONVENTION DE FOURRIERE 2019 (C1B- avec capture)

---

### Article 4 – RECHERCHE DES PROPRIETAIRES ET RESTITUTION DES ANIMAUX

- Lorsque les chiens et les chats accueillis dans la fourrière sont identifiés conformément à l'article L212-10 du Code Rural, les services de la fourrière se chargent de prévenir le propriétaire déclaré au fichier central d'identification dans les plus brefs délais. Il en est de même si l'animal porte un collier où figurent le nom et l'adresse de son propriétaire.

L'entrée de l'animal en fourrière est en outre déclarée au fichier central (ICAD).

- Les chiens et les chats accueillis dans la fourrière, qu'ils soient ou non identifiés, sont gardés à disposition de leur propriétaire pendant un délai franc de 8 jours ouvrés conformément aux articles L211-25 et L211-26 du Code Rural.

Si l'animal n'est pas identifié (puce ou tatouage), il ne peut être remis à son propriétaire qu'après avoir été identifié conformément à l'article L212-10 du Code Rural. Les frais d'identification sont à la charge du propriétaire (article L211-26 du Code Rural).

**Dans tous les cas, à l'issue d'un délai franc de garde de 8 jours ouvrés, si l'animal n'a pas été réclamé par son propriétaire, il est considéré comme abandonné et devient propriété du gestionnaire de la fourrière qui pourra en disposer dans les conditions prévues à l'article L211-25 II du Code Rural. Le propriétaire perd en conséquence tout droit sur l'animal.**

La restitution à leur propriétaire des chiens et chats entrés en fourrière est subordonnée au règlement par ce dernier des frais de fourrière (article L211-24 du Code Rural).

Les frais de fourrière sont les suivants :

Frais de dossiers et de recherche de propriétaire	25,00 €
Frais de garde pour un chien par jour	12,00 €
Frais de garde pour un chat par jour	7,00 €

#### Pour un animal non identifié

Frais d'identification (puce ou tatouage)	60,00 €
---	---------

La restitution intervient aux heures d'ouverture de la structure assurant la fourrière sur production d'une pièce d'identité et des justificatifs de propriété ou de détention habituelle ou légitime de l'animal par celui qui le réclame ou autorisation de restitution par la commune qui a sollicité la prise en charge.

## **CONVENTION DE FOURRIERE 2019 (C1B- avec capture)**

---

### **Article 5 – MONTANT DE L'INDEMNITE FORFAITAIRE :**

Le montant forfaitaire de l'indemnité pour la réalisation des prestations proposées **dans le cadre de la convention** correspondant à l'accueil des animaux, aux obligations de gestion de la fourrière et à la participation aux frais de capture et de transport est fixé à la somme **de 0,45 € par an et par habitant** étant précisé que ce montant forfaitaire annuel ne pourra en aucun cas être inférieur à la somme de 200 €.

La **commune sus-désignée s'engage à régler** à la S.P.A. de LYON et du SUD-EST la **somme due en application du barème susvisé, le 30 avril au plus tard.**

### **Article 6 – DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour la période courant du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019.

Fait à Lyon  
Le :

**Myriam BÉRARD**  
**Présidente de la S.P.A.**  
**de Lyon et du Sud-Est**

Fait à :  
Le :

**Le Maire**



## Fiche de renseignements pratiques pour un bon déroulement des conventions

**1 – Un seul numéro de téléphone est dédié au service mairie : 04.78.38.71.72. (24h/24) ainsi qu'une adresse mail : [fourriere@spa-lyon.asso.fr](mailto:fourriere@spa-lyon.asso.fr) et un fax 04 78 38 71 78 (lecture des mails et fax en horaires d'ouverture du service administratif uniquement).**

**Ce numéro et cette adresse mail ne doivent en aucun cas être communiqués à vos administrés ou figurer sur des informations à leur destination (affichage, site internet...).**

### **2 – Horaires d'ouverture de notre service mairie (administratif)**

Du lundi au vendredi, de 9h à 12h et de 13h30 à 17h00 (demandes à privilégier dans ces créneaux horaires).

En dehors de ces horaires un service d'astreinte est assuré pour les urgences (24h/24 ; 7j/7) au même numéro.

### **3 – Modalités des interventions :**

Pendant les heures d'ouverture du service administratif :

- sur appel de la mairie ou d'un agent habilité,
- sur l'envoi d'un fax au 04 78 38 71 78 ou d'un mail à : [fourriere@spa-lyon.asso.fr](mailto:fourriere@spa-lyon.asso.fr)

Prise en charge des chiens et chats capturés en mairie (ou avec l'agent ou l'autorité s'il est dans un autre lieu de la commune).

Envoi d'un fax nécessaire si l'animal doit être pris en charge en un autre lieu et hors la présence de l'agent de la mairie (préciser le lieu, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la personne autorisée à nous remettre l'animal).

**RAPPEL : Pour un bon fonctionnement des conventions, il est essentiel de veiller, avant de solliciter l'intervention de nos services, à ce que la demande entre dans le cadre de la convention :**

- les abandons d'animaux par leur propriétaire et les règlements de conflit de voisinage ne sont pas concernés par la convention,
- les campagnes de capture de chats errants ne sont pas concernées par la convention.
- *Nous n'assurons plus les captures en nombre de chats errants en application de l'arrêté du 3/04/14 qui précise : « Ces animaux ne peuvent être conduits en fourrière que, dans la mesure où le programme d'identification et de stérilisation prévu à l'article L221-27 du Code Rural et de la pêche maritime ne peut-être mis en oeuvre ».*

**Pour toute demande particulière, contactez-nous, exposez clairement la situation.  
Nous essaierons de trouver avec vous la solution la plus adaptée.**



# FOURRIÈRE ANIMALE

## Lieux de la fourrière animale

### ☒ Refuge de Brignais (Rhône) :

Parc d'Activités des Vallières – 12 rue de l'Industrie – 69530 BRIGNAIS

Horaires d'ouverture au public : de 10h à 12h et de 14h30 à 17h30, sauf mercredi et samedi : de 10h à 12h30 et de 14h à 17h30

Fermé dimanche et fêtes.

### ☐ Refuge relais de St Jean d'Ardières (dans le nord du département du Rhône) :

Mr MARTIN – Les Petites Bruyères – 69220 ST JEAN D'ARDIÈRES – ☎ 04.74.66.09.11.

## Renseignements

↳ Par téléphone : 04.78.38.71.71., du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30.

↳ Sur le site Internet : [spa-lyon.org](http://spa-lyon.org)

## Documents à présenter pour reprendre un animal entré en fourrière

- ① Une pièce d'identité de la personne venant reprendre l'animal (*obligatoire*)
- ② Un justificatif de propriété : carte d'identification de l'animal ou acte de cession
- ③ Si l'animal est repris par un tiers (personne distincte de celle inscrite au fichier national), une procuration du propriétaire (ou une autorisation de restitution de la mairie)
- ④ Règlement des frais de fourrière
- ⑤ Tout document prouvant la détention (carnet de santé, photos...) pouvant permettre de faciliter la restitution d'un animal entré en fourrière non identifié.

## Frais à acquitter

Les frais de fourrière qui devront être réglés pour reprendre son animal sont les suivants :

Frais de dossiers et de recherche de propriétaire	25,00 €
Frais de garde pour un chien par jour	12,00 €
Frais de garde pour un chat par jour	7,00 €

### Pour un animal non identifié

Frais d'identification obligatoire (puce ou tatouage)	60,00 €
---	---------

**L'animal, selon la loi, est à la disposition de son propriétaire pendant 8 jours ouvrés à partir de sa date d'entrée en fourrière.**

**Passé ce délai, il est réputé abandonné.**

**Le propriétaire en perd la propriété (art L211-25 du code rural).**



## Société Protectrice des Animaux de Lyon et du Sud-Est

Fondée en 1853 / Reconnue d'Utilité Publique depuis 1893

www.spa-lyon.org

Lyon, le

Tampon de votre commune

### MÉMOIRE à nous retourner

#### Convention de fourrière, pour l'an 2019

Capture et accueil des chiens et des chats errants ou en divagation sur le territoire de votre commune ainsi que leur transport en fourrière, selon convention régularisée pour l'année 2019.

(à compléter SVP)		
<input type="checkbox"/> 50 euros <i>Forfait Annuel Consultation Mouvements d'Animaux en Fourrière</i>	+ Nbre d'habitants de votre commune  x 0,45 € = _____ €	= Total Général  _____ €

#### Règlement par virement à notre compte chèque postal LYON 570-51 K

Établissement 20041	Guichet 01007	N° compte 0057051K038	Clé RIP 91	<b>SPA LYON SUD EST</b>
------------------------	------------------	--------------------------	---------------	-------------------------

IBAN

FR33 2004 1010 0700 5705 1K03 891

BIC – Identifiant international de l'établissement  
PSSTFRPLYO

Code APE : 9499 Z

SIREN : 775 647 449 00062

TVA intracommunautaire : FR 4777 564 7449

**Attention votre règlement doit intervenir impérativement sur ce compte pour être pris en considération**

**Siège social et boutique**  
25 quai Jean Moulin  
69002 LYON  
Tel : 04 78 38 71 71  
Fax : 04 78 38 71 78

**Refuge de Brignais**  
Parc d'Activités des Vallières  
12 rue de l'Industrie  
69530 BRIGNAIS

Accueil du public :  
Lundi, mardi, jeudi, vendredi : de 10h à 12h et  
de 14h30 à 17h30  
Mercredi et samedi de 10h à 12h30 et de 14h à  
17h30

**Refuge de La Bichardière**  
Le Pierray  
01240 DOMPIERRE SUR VEYLE

Accueil du public : lundi, mardi, mercredi,  
vendredi et samedi : de 14h à 17h30.  
Tél : 04 74 30 35 76

# Fiche pratique : gestion des colonies de chats dits libres (mise en oeuvre de l'article L211-27 du Code rural)

DDPP  
février 2015

## Abréviations :

CGCT : Code Général des Collectivités Territoriales

CRPM : Code Rural et de la Pêche Maritime

APA : Association de Protection Animale

## Bases juridiques (extraits en annexe)

### Code général des collectivités territoriales

*Article L2212-1* : le maire est chargé de la police municipale, de la police rurale et de l'exécution des actes de l'Etat qui y sont relatifs

*Article L2212-2* : la police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique, notamment *le soin d'obvier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par la divagation des animaux malfaisants ou féroces (7°)*

### Code rural et de la pêche maritime :

*Article L211-19-1* : interdiction de divagation des animaux ;

*Article L211-22* : les maires prennent toutes dispositions pour empêcher la divagation des chiens et des chats ;

*Article L211-23* : définition de la divagation des chiens et des chats

*Article L211-27* : cas des chats vivant en groupe dans les lieux publics de la commune sans propriétaire ou détenteur (animaux errants) ;

Art. L. 211-27. - Le maire peut, par arrêté, à son initiative ou à la demande d'une association de protection des animaux, faire procéder à la capture de chats non identifiés, sans propriétaire ou sans détenteur, vivant en groupe dans des lieux publics de la commune, afin de faire procéder à leur stérilisation et à leur identification conformément à l'article L. 214-5, préalablement à leur relâcher dans ces mêmes lieux. Cette identification doit être réalisée au nom de la commune ou de ladite association.

La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de la garde au sens de l'article L. 211-11 de ces populations sont placés sous la responsabilité du représentant de la commune et de l'association de protection des animaux mentionnée à l'alinéa précédent.

*Article L241-15* : pour tous les actes de la compétence vétérinaire, le maire doit faire appel au vétérinaire ;

*Article R211-12 d)* : le maire doit informer la population des lieux, jours et heures des campagnes de capture des animaux errants.

**Arrêté ministériel du 3 avril 2014** : dispositions spécifiques aux fourrières et mise en oeuvre de l'article L211-27

### Le maire et les animaux errants :

1- Le maire a la charge de la police municipale et rurale sous le contrôle du représentant de l'Etat. (L2212-1 et L2212-2 du CGCT).

2- La divagation des animaux étant interdite (L211-19-1 du CRPM), de par ses pouvoirs de police municipale (L2212-2 du CGCT) le maire doit prendre toutes dispositions pour empêcher la divagation des chiens et des chats (L2212-2 7° du CGCT et L211-22 du CRPM), notamment par la conduite en fourrière.

### Définition de la divagation d'un chat

1- Un chat est en divagation (L211-23 du CRPM) si :

- Il n'est pas identifié et trouvé à plus de deux cents mètres des habitations.
- Il est trouvé à plus de mille mètres du domicile de son maître et n'est pas sous la surveillance directe de celui-ci.
- Il n'a pas de propriétaire connu (absence d'identification) et qu'il est saisi sur la voie publique.
- Il n'a pas de propriétaire connu (absence d'identification) et qu'il est saisi sur la propriété d'autrui.

Parmi les animaux en divagation, le législateur a distingué le cas des chats non identifiés vivant en groupe dans les lieux publics de la commune, sans propriétaire ou détenteur. Sur le territoire de la commune, **le maire assume la garde juridique de ces animaux** dont la provenance et le statut sanitaire sont inconnus. On peut noter le risque de transmission de zoonoses, par exemple la toxoplasmose transmissible à la femme enceinte non immunisée ou le risque de rage qui est faible mais ne doit pas être exclu (exemple du

chaton importé illégalement du Maghreb puis abandonné dans la rue en région parisienne et y déclarant la rage en octobre 2013).

Le maire, au travers de ses pouvoirs de police municipale, a l'obligation de remédier à la situation de ces animaux (L2212-2 7° du CGCT et L211-22 du CRPM) soit par :

- mise en fourrière : solution inadaptée pour des animaux ne pouvant être mis à l'adoption car mal socialisés à l'homme du fait de leur mode de vie donc à écarter dans la mesure du possible.
- mise en oeuvre de l'article L211-27 du CRPM : solution à privilégier selon l'arrêté du 3 avril 2014. Ces animaux errants vont dès lors acquérir le statut de chat dit « libre », sous la garde et la responsabilité juridique de la mairie et de l'association de protection animale partenaire.

#### **Conditions de mise en oeuvre de l'article L211-27 du CRPM**

« SEPT actions » indissociables, dans l'ordre chronologique :

**1- Prise d'un arrêté municipal et d'une convention quadripartite par le maire** (seul décisionnaire) : voir exemples d'arrêté municipal et de convention en annexe.

**2 - La campagne de capture doit faire l'objet préalablement d'une information de la population** au moins une semaine à l'avance (R211-12 du CRPM), permettant aux propriétaires de chats de garder les animaux à la maison et/ou de les faire identifier.

**3- Le maire fait procéder à la capture** (par l'APA en général) des chats éligibles c'est-à-dire qu'ils répondent aux 3 conditions suivantes :

- non identifiés (un chat identifié capturé doit être dirigé vers la fourrière aux fins de restitution à son propriétaire.)

- Et - sans propriétaire ou sans détenteur ;

- Et - qui vivent en groupe sur les lieux publics de la commune (ce qui exclut les animaux du domaine privé).

**4- Le maire fait procéder à leur stérilisation.**

Le vétérinaire pratique en même temps un contrôle sanitaire de l'animal selon la politique sanitaire définie avec l'association de protection animale.

**5- Le maire fait procéder à leur identification**

Il ne peut s'agir que du procédé agréé d'identification (L212-10 du CRPM) **complété d'une marque visible sur l'animal (ex : encoche sur l'oreille)** permettant le suivi de la colonie.

**6- Les animaux sont remis sur leur lieu de capture**, ils ne doivent pas être placés en fourrière en vue d'une adoption.

**7- La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde de ces populations** qui ont acquis le statut de « chats libres » sont sous la responsabilité du représentant de la commune et de l'association.

**Les conditions de réussite d'après les expériences déjà conduites :**

- agir rapidement et éviter que les colonies ne soient surpeuplées (risque accru de maladies)

- agir méthodiquement : traiter entièrement une colonie avant de passer à une autre afin de la stabiliser (taux **minimal** de stérilisation : 80%)

- faire gérer dans la durée la surveillance des colonies par des associations permet de détecter des nouveaux arrivants et d'effectuer un suivi sanitaire (contre les épidémies et les zoonoses) ainsi qu'une médiation dans le quartier.

**Les rôles des partenaires de la mairie sont les suivants :**

**1- APA** : localisation des colonies, évaluation des populations, capture et remise sur les lieux avec les services municipaux (contrôle), gestion après remise sur les lieux.

**2- Vétérinaires** : réalisation des actes vétérinaires (stérilisation, identification, soins). La relation **directe entre le maire et les praticiens** est fixée par la loi (L241-15 du CRPM).

**Les APA ne peuvent pas être partie au contrat de soin** (dont la stérilisation et l'identification) qui lie le maire dans le cadre de ses pouvoirs de police municipale en tant que gardien juridique de l'animal errant et les docteurs vétérinaires qui exécutent des actes de leur seule compétence.

**3- Fourrière** : les fourrières peuvent participer à la campagne pour la capture et/ou l'hébergement provisoire des animaux capturés avant et après stérilisation/soins (modalités selon convention). D'autre part, les chats identifiés au nom d'un propriétaire et capturés lors des campagnes sont remis directement à leur détenteur par les fourrières.



## **Partenariat en vue de la stérilisation des chats errants dans les lieux publics de la commune**

Entre les soussignés :

Monsieur ou Madame

Maire de la commune de

et

Madame Myriam BERARD, Présidente de la S.P.A. de LYON et du SUD-EST dont le siège social est 25 quai Jean Moulin – 69002 LYON.

### **Préambule :**

La multiplication des chats errants vivant en groupe dans les lieux publics des communes peut être source de difficultés pour les municipalités.

La méthode appliquée de longue date consistant à tenter d'éradiquer les chats a largement démontré ses limites :

- Elle n'apporte aucune solution durable car les sites sont recolonisés par d'autres individus après la capture et il faut rapidement ordonner de nouvelles captures.
- Le procédé est en outre générateur de discordes entre les amis des chats et ceux qui sont gênés par la présence de trop nombreux félins.
- Elle est aussi synonyme d'enfermement en box sans issue et donc de souffrance ou d'euthanasie pour nombre de chats errants qui ne peuvent être sociabilisés et donc proposés à l'adoption.

**La meilleure solution pour éviter ces colonisations et les nuisances dénoncées par certains (bruits, odeurs...) réside dans une gestion durable des chats dits libres qui consiste à procéder à leur capture pour les identifier et les stériliser puis les relâcher sur leur territoire qu'ils occupent alors de manière plus tranquille.**

Ce procédé présente donc de nombreux avantages.

- En premier lieu, il empêche les chats de se reproduire et donc traite la difficulté liée à la fécondité exceptionnelle de l'espèce féline : une chatte peut avoir plusieurs portées par an de 3 à 5 chatons qui pourront ensuite se reproduire et ainsi de suite.

- En deuxième lieu le maintien sur site de chats tout en régulant leur possibilité de se reproduire évite la recolonisation du territoire par de nouveaux individus posant le même problème et apporte donc une solution plus pérenne.
- En troisième lieu, cette solution laisse subsister l'utilité sanitaire des chats qui luttent notamment contre les rongeurs.
- En quatrième lieu, elle favorise l'intégration de l'animal dans la cité et réconcilie les habitants, la stérilisation ayant pour objet de faire disparaître un certain nombre de comportements source de gêne (bagarre...).
- Enfin, elle évite la surcharge des refuges qui saturent.

**Stérilisation et identification sont aujourd'hui les moyens les plus efficaces de réduire, sans leur nuire, la prolifération des chats.**

L'article L211-27 du Code Rural consacre cette possibilité dans le cadre d'une collaboration entre la commune et les associations de protection animale.

C'est pourquoi la commune et la S.P.A. de LYON ont entendu mettre en place le partenariat qui suit :

**Article 1** – Le présent partenariat de stérilisation ne concerne que les chats non identifiés, sans propriétaire ou «détenteur», vivant en groupe dans les lieux publics de la commune.

Il n'a pas vocation à régir les situations relevant de la responsabilité d'un propriétaire ou «détenteur» de chats domestiqués ou apprivoisés, que ces derniers soient identifiés ou non.

Il n'a pas non plus vocation à régir les situations concernant des chats ayant élu domicile sur une propriété privée.

La commune s'engage à veiller aux côtés de la S.P.A. de LYON au strict respect de ce cadre.

**Article 2** - Par ce partenariat, la S.P.A. de LYON entend **dans la mesure de ses moyens** contribuer à la régulation de ces groupes de chats dans le respect des dispositions de l'article L 211-27 du Code Rural.

A ce titre elle entend participer à leur stérilisation et à leur identification avant de les faire relâcher sur leur lieu de capture.

**Article 3** – La capture des chats est effectuée à la diligence et aux frais de la commune demanderesse de la campagne de capture. Cette capture doit être opérée dans le respect du bien être des chats.

La régularité de la mise en œuvre de la capture au regard des dispositions légales est assurée par la mairie.

En cas de non respect de l'une de ces conditions, le partenariat pourra immédiatement être dénoncé par la S.P.A. de LYON.

**Article 4** – La S.P.A. de LYON doit être informée par la mairie de son intention de procéder à une capture avant le lancement de cette dernière pour que le partenariat puisse être déclenché.

La S.P.A. de LYON sera seule juge de la possibilité ou non de donner son accord en fonction de critères qui lui sont propres (nombre de participations déjà accordées à la commune, état de ses finances, gestion des demandes...).

Les modalités de son intervention (nombre maximum de stérilisations, communication du nom du ou des vétérinaires choisis, modalités pratiques de remise sur les lieux...) et la hauteur de la prise en charge des stérilisations par la S.P.A. de LYON<sup>1</sup>, seront définies au cas par cas dans un accord nécessairement rendu par écrit par la S.P.A. de LYON à la commune.

Cet accord doit en toutes circonstances être préalable à la capture.

La S.P.A. de LYON communique ensuite au(x) vétérinaire(s) chargé(s) de procéder à l'intervention une demande écrite mentionnant expressément le nombre maximum de stérilisations prises en charge par la commune et/ ou la S.P.A. de LYON dans le cadre de cette opération. La S.P.A. de LYON leur adresse le nombre de bons de stérilisation de chats nécessaire, entrant dans le cadre du protocole et dans la limite du maximum accepté.

**Article 5-** Les chats capturés sont immédiatement conduits à la demande de la mairie chez le ou les vétérinaires de son choix ayant accepté d'intervenir dans les conditions du présent partenariat.

**Article 6** – Les chats relevant du présent protocole sont stérilisés et identifiés au nom de la mairie. Le vétérinaire adressera au fichier d'identification (I-CAD) les documents nécessaires afin que la mairie soit destinataire des cartes d'identification des animaux.

**Article 7** – Après leur stérilisation, les chats sont replacés sur leur site de vie selon les modalités prévues.

Lorsque le site le permet, des abris discrets, s'intégrant au paysage urbain ou rural selon la situation sont dans la mesure du possible édifiés avec le concours des espaces verts de la commune.

---

<sup>1</sup> En principe et sauf cas particuliers le montant de la prise en charge par la SPA de Lyon est arrêté au maximum pour la castration et l'identification d'un chat mâle à la somme de 35 € et pour la stérilisation et l'identification d'une femelle à la somme de 50 € portée à 70 € en cas de nécessité d'hystérectomie, dans la limite du nombre de stérilisations qu'elle détermine dans l'accord qu'elle adresse à la commune. Le solde est à la charge de la commune.

Le suivi des animaux (nourriture, soins éventuels....) est assuré sur le site selon les modalités définies par la commune. Il est expressément convenu que S.P.A. de LYON et du SUD EST ne prend pas en charge ce suivi.

**Article 8** – Le vétérinaire retourne à la S.P.A. de LYON les bons remplis par ses soins accompagnés de sa facture sur laquelle figureront le nombre de stérilisations effectuées et la somme due pour chacune d'entre elles par application du tarif accepté et dans la limite des bons adressés.

**Article 9** – La S.P.A. de LYON adressera alors à la commune un mémoire correspondant aux sommes restant dues par la commune déduction faite de la prise en charge acceptée par la S.P.A. de LYON au terme de l'accord adressé à la commune pour cette opération.

Par la présente, la commune s'engage à régler les sommes dues au titre de ce mémoire dans le délai maximum d'un mois suivant la demande de la S.P.A. de LYON.

**Article 10** – Dans l'hypothèse où l'un des chats objet de la présente venait postérieurement à sa stérilisation à se révéler comme un animal pouvant être adopté, l'adoption devra intervenir par l'intermédiaire de la S.P.A. de LYON afin de satisfaire aux articles L214-8 I et L211-25 II du Code Rural.

**Article 11** – La commune et la S.P.A. de LYON conviennent enfin de collaborer pour mener à bien des campagnes de sensibilisation et d'information afin de responsabiliser les maîtres de chats et d'obtenir d'eux qu'ils fassent stériliser leur chat (mâle ou femelle), qu'ils respectent la législation relative à la cession des animaux et qu'ils ne mettent pas leurs animaux à la rue s'ils ne peuvent les assumer mais les portent auprès d'un établissement de protection animale.

**Article 12** - Le présent partenariat est conclu pour la période courant du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019.

Fait à Lyon  
Le

**Myriam BERARD**  
**Présidente de la S.P.A.**  
**de LYON et du SUD-EST**

Fait à  
Le

**Le Maire**



## **10. REVISION DU PLAN DE SERVITUDES AERONAUTIQUES DE L'AEROPORT DE LYON SAINT-EXUPERY**

Monsieur le Maire donne des explications sur la révision du Plan de Servitudes Aéronautiques (PSA) de l'Aéroport de Lyon Saint-Exupéry.

Monsieur le Maire précise que le PSA encadre les servitudes relatives aux couloirs aériens, que les consignes données aux aiguilleurs sont de faire décoller les avions le plus vite possible et que ce PSA est plus restrictif que celui existant, qu'il est prévu pour protéger les habitations.

Il existe des contraintes, comme l'interdiction de construire des immeubles de plus de 40 mètres de haut, ce qui n'est pas le cas à Thil.

Si cette révision est approuvée, cela ne vient pas en contradiction avec l'avis défavorable porté en février 2014.

M. Julian demande si cette révision n'est pas un écran de fumée par rapport au futur.

Pour la société Amazon, le trafic routier des camions risque de devenir important et va saturer l'A432 et provoquer des ralentissements sur le nœud des Iles, surtout avec le déclassement de l'A6/A7 et ce n'est pas le PSA qui va créer le plus de nuisances. D'autres combats seront à mener en parallèle.

Monsieur le Maire donne lecture du projet de délibération.

### **DELIBERATION 18/06/09 : REVISION DU PLAN DE SERVITUDES AERONAUTIQUES DE L'AEROPORT DE LYON SAINT EXUPERY**

Monsieur le rapporteur rappelle aux membres du Conseil Municipal que le Plan de servitude aéronautique relatif à l'aéroport de Lyon St. Exupéry est en cours de révision depuis le 27 septembre 2018. L'absence de réponse au 28 novembre 2018, l'avis de la commune de THIL sera réputé favorable.

Monsieur le rapporteur rappelle que le PSA a pour objet de protéger la circulation aérienne contre tout obstacle dangereux. Il rappelle dans ce contexte l'avis favorable de la commune en 2013 ainsi que l'avis défavorable porté en février 2014 sur la modification de la directive territoriale d'aménagement (DTA) de la Plaine de St. Exupéry au motif qu'elle entérinait, de fait, la création de deux pistes supplémentaires de l'aéroport de Lyon St. Exupéry.

Monsieur le rapporteur rappelle de plus que le permis de construire d'une aire logistique dans les emprises aéroportuaires pour le compte de la société Amazon fait l'objet d'un recours contentieux près le tribunal administratif au motif notamment de l'accroissement des nuisances aéroportuaires pour l'ensemble des communes concernées par le Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de Lyon St. Exupéry.

Monsieur le rapporteur précise que, pour la commune de Thil, la révision proposée du PSA :

- N'apporte pas de compensations en matière d'aménagement (éligibilité à des subventions contre les nuisances sonores, protections en cas d'incident en vol, protection environnementale et écologique),
- Est de nature à conforter le développement non raisonné du trafic aérien (notamment la nuit).

En foi de quoi le Conseil municipal de THIL,

- Porte un avis favorable sur la révision du Plan de servitudes aéronautiques,
- Assortit cet avis de réserves au motif d'insuffisantes prises en compte des intérêts légitimes des résidents tant en matière de protection environnementale qu'en ce qui concerne les mesures de protection contre les nuisances, notamment sonores, impactant la santé des populations,
- Demande que la commune soit rendue éligible aux subventions portant sur les équipements de réduction acoustique des habitations,

Donne pouvoir à Monsieur le Maire pour transmettre aux services de l'Aviation civile le présent avis.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0



Ministère

de la Transition Ecologique et Solidaire

Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile Centre-Est

# AERODROME DE LYON-SAINT EXUPERY

## PLAN DES SERVITUDES

## AERONAUTIQUES DE DEGAGEMENTS

### PROJET

### B – Note annexe

- Notice explicative
- Liste des obstacles
- Etat des bornes de repérage des axes des pistes
- Croquis des surfaces des servitudes aéronautiques
- Servitudes aéronautiques : croquis des surfaces de base
- Carte de l'enveloppe des surfaces de dégagements

Maîtrise d'œuvre

### Service Technique de l'Aviation Civile

Département Aménagement Capacité Environnement  
31, avenue du Maréchal Leclerc – CS 30012 – 94385 Bonneuil sur merne - Cedex

Dressé par le chargé d'études de la division Sécurité et Capacité des aéroports Bonneuil, le	Vérifié par le chef de la division Sécurité et Capacité des aéroports Bonneuil, le	Présenté par la Directrice adjointe du STAC Bonneuil, le
M. BORTOLOTTI	P. LECLERC	S. LEFEBVRE-GUILLAUD
Approuvé par arrêté ministériel en date du		

# B - Note annexe

## Sommaire

### 1 - NOTICE EXPLICATIVE

.....

1.0 - PLAN DE SITUATION	5
1.1 - GÉNÉRALITÉS	6
1.2 - BASES RÉGLEMENTAIRES	6
1.3 - INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT DES SERVITUDES	6
1.4 - CARACTÉRISTIQUES DÉTERMINANT LES SERVITUDES AÉRONAUTIQUES DE DÉGAGEMENT	7
1.4.1 Chiffre de code	7
1.4.2 Mode d'exploitation des pistes	7
1.4.3 Altitude de référence des servitudes aéronautiques	7
1.5 - SURFACES DE BASE	8
1.5.1 Périmètre des surfaces d'appui des pistes	8
1.5.2 Trouées d'atterrissage et de décollage	8
1.5.3 Surfaces latérales des pistes	9
1.5.4 Surface horizontale intérieure	9
1.5.5 Surface conique	9
1.6 - SURFACES COMPLEMENTAIRES	9
1.6.1 Surfaces associées aux approches de précisions (O.F.Z.)	9
1.7 - SURFACES APPLICABLES AUX AIDES VISUELLES	10
1.7.1 Surfaces associées aux indicateurs visuels de pente d'approche (PAPI)	10
1.8 - REGLES DE DEGAGEMENT DANS LES ZONES GREVEES DE SERVITUDES	10
1.8.1 Obstacles fixes	10
1.8.2 Obstacles mobiles	10
1.9 - ASSIETTE DES DÉGAGEMENTS	10
1.9.1 Aire de dégagement protégeant l'aérodrome et limites des communes sous servitudes	10
1.9.2 Communes frappées de servitudes aéronautiques	10
2 - LISTE DES OBSTACLES DÉPASSANT LES COTES LIMITES	11
2.1 Liste des obstacles dépassant les cotes limites autorisées par les servitudes après adaptations	11
2.2 Traitement des obstacles	11
2.2.1 Obstacles existants	12

<b>2.3 - APPLICATION DU PLAN DE SERVITUDES AÉRONAUTIQUES DE DÉGAGEMENT</b>	<b>13</b>
2.3.1 Obstacles à venir	13
2.3.2 Obstacles existants	13

### **3 - DOCUMENTS ANNEXES**

3.1 - Etat des bornes de repérage d'axes et de calage du périmètre de la surface d'appui des servitudes aéronautiques de dégagement

3.2 - Servitudes aéronautiques de dégagement - Vue de dessus

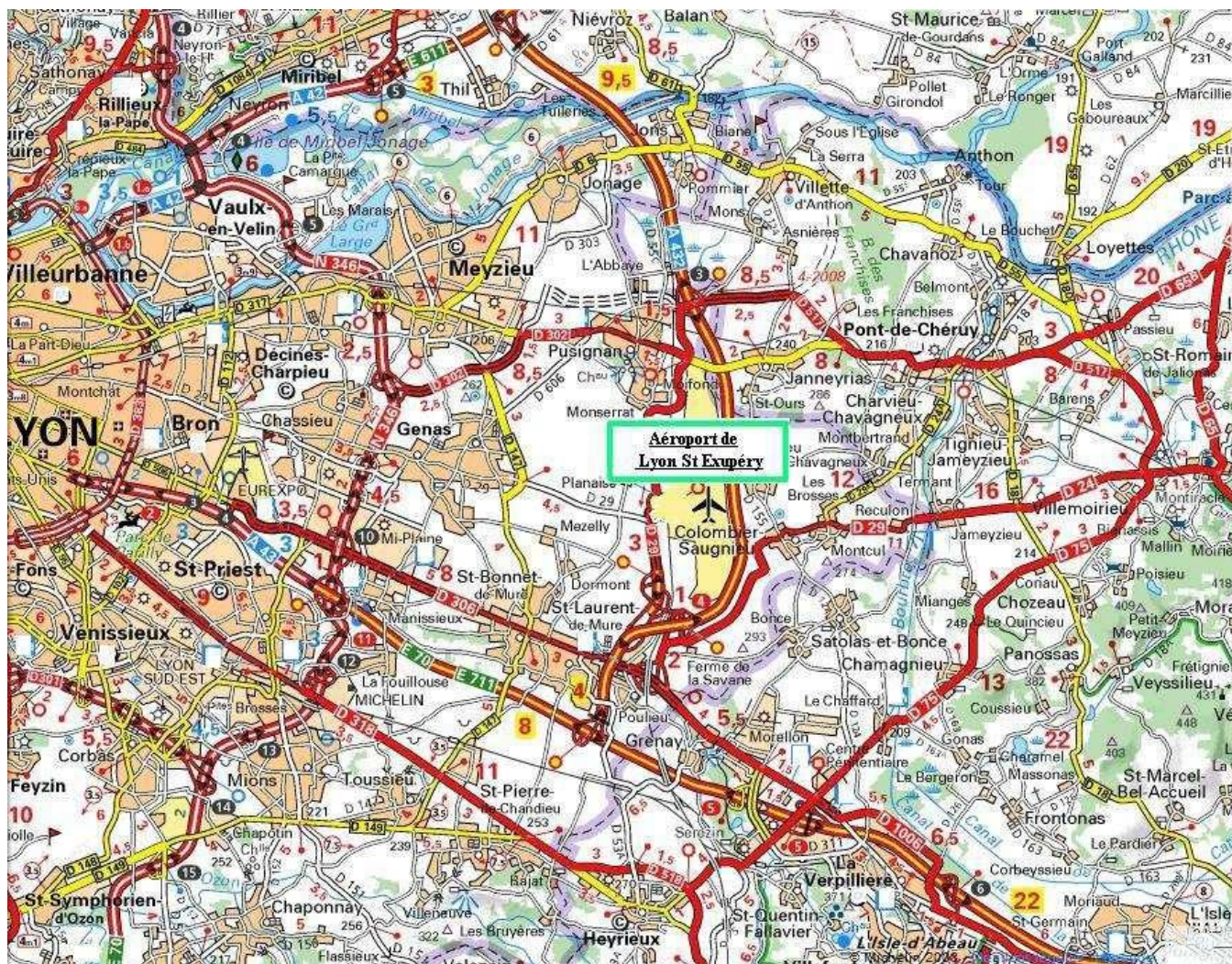
3.3 - Croquis des surfaces des servitudes aéronautiques de dégagement

3.4 - Carte de l'enveloppe des surfaces de dégagement



## 1 – NOTICE EXPLICATIVE

### 1.0 - PLAN DE SITUATION



## 1.1- GENERALITES

Le plan de servitudes aéronautiques (PSA) a pour but de protéger la circulation aérienne contre tout obstacle dangereux situé dans l'emprise ou aux abords d'un aérodrome, de manière à garantir la sécurité de l'espace aérien nécessaire aux processus d'approche finale et de décollage des avions, mais aussi pour préserver le développement à long terme de la plate-forme. Il détermine, tenant compte du relief naturel du terrain, les zones frappées de servitudes, ainsi que les cotes maximales à ne pas dépasser, définies à partir des surfaces de limitation d'obstacles, dites surfaces utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement, au-dessus desquelles l'espace doit toujours être libre d'obstacle.

De plus, ce plan identifie et positionne, dans le volume aéronautique couvrant l'aérodrome, tous les obstacles naturels ou non perçant les surfaces de dégagement afin que ceux-ci soient diminués, supprimés ou balisés en référence aux limites altimétriques des servitudes appliquées.

Le dossier des servitudes aéronautiques de dégagement (Plans + Note annexe) fait l'objet d'une procédure d'instruction locale (conférence entre services et collectivités intéressés, suivie d'une enquête publique). Il est ensuite approuvé par arrêté ministériel ou par décret en Conseil d'Etat.

Le plan de servitudes aéronautiques est alors déposé à la mairie de chaque commune frappée par lesdites servitudes pour être annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU). Ce document est dès lors juridiquement opposable aux tiers. Il permet de demander une limitation de hauteur des obstacles perçant les servitudes et la suppression de ceux qui sont dangereux pour la navigation aérienne aux abords de l'aérodrome.

Le PSA permet également de définir tous les obstacles devant être balisés. Cependant, l'obligation de balisage des obstacles reste à l'appréciation des services de l'aviation civile.

## 1.2- BASES REGLEMENTAIRES

Les servitudes aéronautiques de dégagement sont établies en application :

- du code de l'aviation civile et en particulier des articles R.241-3 et R.242-1 à R.242-3
- du code des transports et en particulier des articles L6350-1 et L6351-1
- de l'arrêté du 07 juin 2007 modifié fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques.

## 1.3 - INSTALLATIONS CONCERNEES PAR L'ETABLISSEMENT DES SERVITUDES

L'ensemble des surfaces caractérisant les servitudes aéronautiques de dégagement détermine et assure la protection de l'aérodrome dans son extension maximale.

Les caractéristiques techniques des servitudes aéronautiques associées aux pistes à protéger sont définies :



- par le code de référence attribué à chaque piste de l'aérodrome concerné (cette codification est définie par l'arrêté du 10 juillet 2006 relatif aux caractéristiques techniques de certains aérodromes terrestres utilisés par les aéronefs à voilure fixe et sa circulaire d'application),

- par les procédures d'approche, d'atterrissage et de décollage (approche à vue de jour, de jour et de nuit, classique, de précision...).

Les servitudes aéronautiques de l'aérodrome de Lyon Saint-Exupéry permettent de protéger contre les obstacles :

- Les pistes existantes revêtues A et B, de respectivement 4000 et 2670 mètres de longueur par 45 mètres de largeur
- Les pistes projetées C et D, de 3200 mètres de longueur par 45 mètres de largeur
- Les aides visuelles

Le plan de servitudes aéronautiques (PSA) a pour but de préserver le développement à long terme de la plate-forme.

Concernant la piste B, dont l'extension définitive est prévue à 3600 mètres par l'avant projet de plan de masse (APPM) approuvé du 9 mars 1970, il est tenu compte de cette distance dans les plans établissant les servitudes générales (plans A1 et A2).

Pour les plans établissant les servitudes relatives aux procédures d'exploitation actuelles de l'aérodrome, (plans A3 et A4) il est tenu compte de la longueur actuelle de la piste, soit 2670 mètres.

## **1.4 - CARACTERISTIQUES DETERMINANT LES SERVITUDES AERONAUTIQUES DE DEGAGEMENT**

Les surfaces utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement tiennent compte des conditions d'exploitation qui doivent pouvoir être assurées (dispositif de piste et mode d'exploitation) sur l'aérodrome.

### **1.4.1 - Chiffre de code**

Les surfaces utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement dépendent du premier élément du code de référence de chaque piste de l'aérodrome tel qu'il est défini aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 10 juillet 2006 relatif aux caractéristiques techniques de certains aérodromes terrestres utilisés par les aéronefs à voilure fixe.

Le premier élément de ce code est un chiffre qui est déterminé par la plus grande distance de référence des aéronefs auxquels l'infrastructure est destinée.

- Le chiffre de code des pistes établissant les servitudes aéronautiques de l'aérodrome de Lyon Saint-Exupéry est « 4 ».
- Il fixe la longueur de piste minimale nécessaire pour l'aéronef le plus contraignant au décollage.

## 1.4.2 - Mode d'exploitation des pistes

Le mode d'exploitation de chaque piste détermine, en fonction du chiffre de code, les caractéristiques des servitudes aéronautiques de dégagement.

Les quatre pistes sont exploitées aux instruments :

-Piste A :

- *seuil 36L : approche de précision Cat III*
- *seuil 18R : approche classique*

-Piste B :

- *seuil 36R : approche de précision Cat III*
- *seuil 18L : approche de précision Cat I*

-Piste C :

- *seuil C36 : approche de précision Cat III*
- *seuil C18 : approche de précision Cat I*

-Piste D :

- *seuil D36 : approche de précision Cat III*
- *seuil D18 : approche classique*

### 1.4.3 - Altitude de référence des servitudes aéronautiques

L'altitude de référence de l'aérodrome est le point le plus élevé de la surface de la piste utilisée pour l'atterrissage.

L'aérodrome de Lyon Saint-Exupéry a une altitude de référence de **250 m N.G.F.** (altitude rapportée au Nivellement Général de la France). Elle intervient pour fixer l'altitude de la surface horizontale intérieure et la cote maximale des surfaces associées aux atterrissages de précision.

## 1.5- SURFACES DE BASE

Le plan de servitudes aéronautiques comprend les surfaces de base suivantes :

- trouées d'atterrissage,
- trouées de décollage,
- surfaces latérales aux pistes,
- une surface horizontale intérieure,
- une surface conique.

(Document annexe : 3.2 - Servitudes aéronautiques de dégagement - Vue de dessus)

L'élaboration de ces surfaces prend en compte :

- les caractéristiques géométriques du système de pistes de l'aérodrome,
- le code de référence défini pour chaque piste,
- les procédures d'approche, de décollage et d'atterrissage.

### 1.5.1 – Périmètre des surfaces d'appui des pistes

L'élévation des surfaces des servitudes aéronautiques de dégagement des pistes repose sur le périmètre formé par les bords intérieurs des trouées d'atterrissage et par les lignes d'appui des surfaces latérales. (Document annexe : 3.1- Etat des bornes de repérage d'axes et de calage du périmètre de la surface d'appui aéronautiques de dégagement)

### 1.5.2 - Trouées d'atterrissage et de décollage

Chaque trouée est définie par une largeur à l'origine (bord intérieur), une cote altimétrique à l'origine en m NGF, un évasement, une pente et une longueur maximale.

Les caractéristiques des trouées de l'aérodrome de Lyon Saint-Exupéry ont les valeurs indiquées dans les tableaux ci-après.

## **Caractéristiques des trouées d'atterrissage et de décollage (pistes A, B, C et D)**

### ***a) trouée d'atterrissage***

DESIGNATIONS	CARACTERISTIQUES
- Chiffre de code	4
- Distance au seuil	60 mètres
- Largeur à l'origine	300 mètres
- Divergence	15 %
- Longueur 1 <sup>er</sup> section	3000 mètres
- Pente 1 <sup>er</sup> section	2%
- Pente 2 <sup>eme</sup> section	2,5 %
- Pente 3 <sup>eme</sup> section	0 %
- Longueur totale	15 000 mètres

---

### ***b) trouée de décollage***

DESIGNATIONS	CARACTERISTIQUES
- Chiffre de code	4
- Distance par rapport à l'extrémité de la piste	60 mètres
- Largeur à l'origine	180 mètres
- Largeur finale	1200 mètres
- Divergence	12,5 %
- Pente	2 %
- Longueur totale	15000 mètres

### **1.5.3 - Surfaces latérales des pistes**

Les surfaces latérales aux pistes ont une pente de 14,3 %.

### **1.5.4 - Surface horizontale intérieure**

La surface horizontale intérieure, dont la cote NGF est fixée à 45 mètres au-dessus de l'altitude de référence de l'aérodrome, s'élève à 295 mètres NGF.

### **1.5.5 - Surface conique**

La surface conique a une pente de 5% et s'élève jusqu'à une hauteur de 100 mètres à partir du bord extérieur de la surface horizontale intérieure. Elle a pour cote maximale 395 mètres NGF.

## 1.6- SURFACES COMPLEMENTAIRES

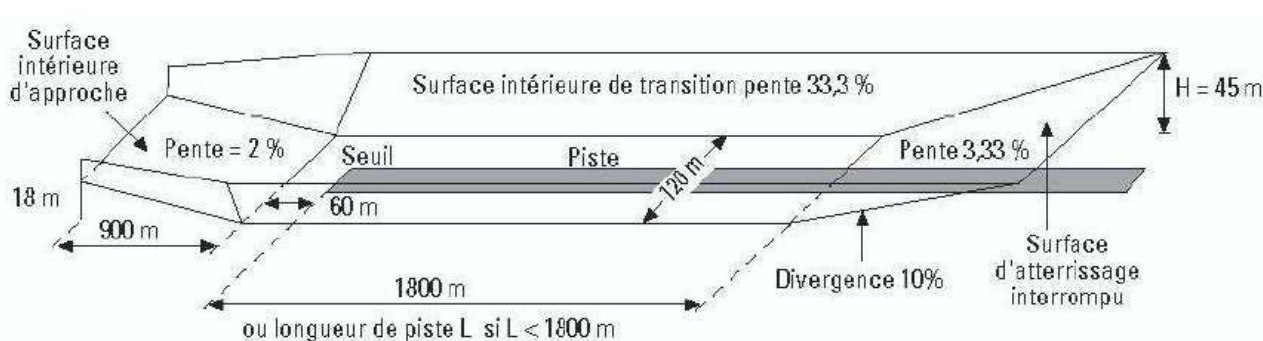
### 1.6.1 – Surfaces associées aux approches de précision (O.F.Z.)

Les surfaces OFZ sont associées aux seuils des pistes exploités aux instruments avec approche de précision.

Elles définissent un volume d'espace aérien devant être impérativement libre de tout obstacle.

Ce volume spécifique (O.F.Z.) est formé des surfaces suivantes pour chaque seuil d'atterrissage concerné :

- la surface intérieure d'approche
- les surfaces intérieures de transition,
- la surface d'atterrissage interrompu.



Ces surfaces s'élèvent jusqu'à la cote maximale de 295 mètres NGF.

Les caractéristiques des surfaces OFZ sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

Chiffre de code : 4	Piste exploitée aux instruments avec approche de précision
<b>Surface intérieure d'approche</b>	
Longueur du bord intérieur	120 m
Distance au seuil	60 m
Longueur	900 m
Pente	2 %
<b>Surface intérieure de transition</b>	
Pente	33,3 %
<b>Surface d'atterrissage interrompu</b>	
Longueur du bord intérieur	120 m
Distance au seuil	1800 m
Divergence	10 %
Pente	3,33 %

## 1.7 – SURFACES APPLICABLES AUX AIDES VISUELLES

### 1.7.1 – Surfaces associées aux indicateurs visuels de pente d’approche (PAPI)

L’aérodrome de Lyon Saint-Exupéry est équipé de PAPI aux seuils 18L, 18R et D18, calés à 3°.

La surface de dégagement associée à un PAPI (appelée OCS pour Obstacle Clearance Surface) est déterminée par rapport au calage angulaire A de l’élément lumineux du PAPI signalant la partie la plus basse de la pente de guidage selon la relation suivante :

$$\theta = A - 0,57^\circ$$

Avec A = 2,50° calage angulaire du PAPI le plus bas et  $\theta$  = pente de la surface OCS

	Seuil 18L	Seuil 18R
Type d’approche	De précision	Classique
Chiffre de code de la piste	4	4
Largeur à l’origine	300m	300m
Distance au seuil	60m	60m
Divergence	15%	15%
Longueur totale	15 000m	15 000m
$\theta$	1,93°	1,93°

## 1.8 – REGLES DE DEGAGEMENT DANS LES ZONES GREVEES DE SERVITUDES

Les marges prévues par rapport aux obstacles sont définies conformément aux annexes 3 et 4 de l’arrêté interministériel du 07 juin 2007 modifié relatif aux servitudes aéronautiques.

### 1.8.1 – Les obstacles fixes

Les obstacles fixes se définissent en trois classes : massifs, minces et filiformes.

### 1.8.2– Les obstacles mobiles

Le gabarit routier s’applique à tout tronçon de chaussée couvert par une trouée d’atterrissage ou de décollage qui est dès lors considéré comme un obstacle massif.

Le gabarit s’appliquant à chaque type de voie est majoré de deux mètres sur les tronçons couverts par une trouée.

Le balisage des obstacles dans tous les cas doit faire l’objet d’une étude particulière.

## 1.9 - ASSIETTE DES DÉGAGEMENTS



### 1.9.1 - Aire de dégagement protégeant l'aérodrome et limites des communes sous servitudes

Le plan des servitudes aéronautiques précise l'ensemble des communes frappées par les dites servitudes et détermine les limites des surfaces de dégagement qui grèvent chacune de ces communes.

(Document annexe : 3.4 – carte de l'enveloppe des surfaces de dégagement).

### 1.9.2 - Communes frappées de servitudes aéronautiques

Les communes dans l'emprise des servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Lyon Saint-Exupéry sont les suivantes :

- *Départements du Rhône (69) de l'Ain (01) et de l'Isère (38)*

- |                                 |                                     |  |
|---------------------------------|-------------------------------------|--|
| • <i>Sainte-Croix (01)</i>      | • <i>Chavanoz (38)</i>              | • <i>Satolas-et-Bonce (38)</i>           |
| • <i>Pizay (01)</i>             | • <i>Meyzieu (69)</i>               | • <i>Chamagnieu (38)</i>                 |
| • <i>Bressoles (01)</i>         | • <i>Decines-Charpieu (69)</i>      | • <i>Grenay (38)</i>                     |
| • <i>Montluel (01)</i>          | • <i>Chassieu (69)</i>              | • <i>Saint-Pierre-de-Chandieu (69)</i>   |
| • <i>Dagneux (01)</i>           | • <i>Pusignan (69)</i>              | • <i>Heyrieux (38)</i>                   |
| • <i>La Boisse (01)</i>         | • <i>Janneyrias (38)</i>            | • <i>Saint-Quentin-Fallavier (38)</i>    |
| • <i>Beynost (01)</i>           | • <i>Charvieu Chavagneux (38)</i>   | • <i>Valencin (38)</i>                   |
| • <i>Balan (01)</i>             | • <i>Pont-de-Chérucy (38)</i>       | • <i>Bonnefamille (38)</i>               |
| • <i>Nievroz (01)</i>           | • <i>Tignieu-Jamezieu (38)</i>      | • <i>Saint-Just-Chaleyssin (38)</i>      |
| • <i>Thil (01)</i>              | • <i>Genas (69)</i>                 | • <i>Diemoz (38)</i>                     |
| • <i>Jons (69)</i>              | • <i>Colombier-Saugnieu (69)</i>    | • <i>Roche (38)</i>                      |
| • <i>Jonage (69)</i>            | • <i>Saint-Priest (69)</i>          | • <i>Oytier-Saint-Oblas (38)</i>         |
| • <i>Villette-d'Anthon (38)</i> | • <i>Saint-Bonnet de Mure (69)</i>  | • <i>Saint-Georges-d'Espéranche (38)</i> |
| • <i>Anthon (38)</i>            | • <i>Saint-Laurent de Mure (69)</i> | • <i>Villefontaine(38)</i>               |

## 2 – LISTE DES OBSTACLES DEPASSANT LES COTES LIMITES

### 2.1 – Liste des obstacles dépassant les cotes limites autorisées par les servitudes après adaptations

Lorsque des obstacles font saillie au-dessus des surfaces de dégagements et qu'il s'avère impossible de les supprimer en raison d'un intérêt économique et social tel qu'il peut être mis en balance avec l'exploitation de l'aérodrome, celles-ci sont adaptées localement afin de les recouvrir.

Adaptations des surfaces :

Adaptation	Type de surface	Type obstacle	Nature obstacle	Cote sommitale (en m)	Altitude adaptation (en m)	Commune
Ponctuelle	horizontale	réservoir d'eau	massif	304,9	305	Colombier-Saugnieu
Ponctuelle	horizontale	clocher	massif	299,1	300	Colombier-Saugnieu
Ponctuelle	horizontale	réservoir d'eau	massif	332	333	St Laurent de Mure
Ponctuelle	horizontale	réservoir d'eau	massif	319	320	St Laurent de Mure
Ponctuelle	horizontale	clocher	massif	301,2	302	St Laurent de Mure
Globale	trouées et surface horizontale	relief	massif	290	305	St Laurent de Mure

## 2-2 Traitement des obstacles

### -2.1 Obstacles existants

La liste ci-dessous est non limitative et donnée à titre indicatif (article D.242-3 du code de l'Aviation Civile) elle représente les obstacles naturels ou artificiels perçant les servitudes aéronautiques :

Traitement des obstacles perçant les servitudes de dégagement				
N° obstacle	Nature de l'obstacle	Mise en conformité		Observations
		A l'approbation du PSA	Mise en conformité à terme	
4	Arbres	×		
5	Arbres	×		
6	Arbres	×		
7	Arbres	×		
8	Arbres	×		
9	Arbres	×		
10	Arbres	×		
11	Arbres	×		
15	Arbres	×		
16	Arbre		×	Obstacle implanté entre deux adaptations rapprochées du PSA, sa mise en conformité sera toutefois nécessaire s'il s'avère dangereux pour la navigation aérienne
18	Arbres	×		
25	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
26	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
27	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
28	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
29	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
30	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
31	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
34	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
35	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
36	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
37	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
38	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
39	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
40	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
41	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
42	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
43	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
44	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
45	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
46	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
47	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D
48	Pylône	×		Pylône électrique dans les trouées des futures pistes Cet D

## **2.3 – APPLICATION DU PLAN DE SERVITUDES AERONAUTIQUES DE DÉGAGEMENT**

### **2.3.1 - Obstacles à venir**

Le plan de servitudes aéronautiques (PSA) est rendu exécutoire par le décret en Conseil d'Etat ou par l'arrêté ministériel qui l'approuve.

En conséquence, il s'applique à tout obstacle à venir : bâtiment, installation, plantation, etc.

S'il existe un plan local d'urbanisme (PLU) dans les communes concernées, le plan des servitudes aéronautiques lui est annexé.

S'il n'existe pas de PLU, le plan de servitudes aéronautiques s'impose à toute demande de réalisation de projet de nature à constituer un obstacle.

### **2.3.2 - Obstacles existants**

Les obstacles existants, dépassant les cotes limites autorisées des surfaces de dégagement, sont frappés de servitudes et appelés à être supprimés ou à être mis en conformité avec le plan de servitudes aéronautiques de dégagement qui protège l'aérodrome.

La mise en conformité de l'obstacle par rapport au plan de servitudes aéronautiques approuvé peut être immédiate, ou entreprise au fur et à mesure des besoins et des nécessités.

Les modalités d'application des servitudes aéronautiques sont précisées dans les articles R 242-1 à R 242-3 et D 242-14 du code de l'aviation civile.

Les articles D 242-11 et 12 concernent en particulier la suppression ou la modification des obstacles dépassant les cotes limites.

## **3 – DOCUMENTS ANNEXES**

Les documents annexes sont fournis pour faciliter la compréhension du plan de servitudes aéronautiques de dégagement.

Les informations contenues dans la note annexe sont celles disponibles au moment de l'établissement du document.

### **3.1 – Etat des bornes de repérage d'axes**

### **3.2 – Servitudes aéronautiques de dégagement – Vue de dessus**

### **3.3 – Croquis des surfaces des servitudes aéronautiques de dégagement – Vue de dessus**

### **3.4 – Carte de l'enveloppe des surfaces de dégagement**



Date	Référence	Echelle
Février 2016	PGASTAGADEAFLUSD261	1/20000
Travaux sur le chargement des données Statistiques et Capacités des administrations Bourmel, M	Travaux sur le chargement des données Statistiques et Capacités des administrations Bourmel, M	Préparé par le Service adjoint du GIC Bourmel, M
M. BORTOLOTTI	M. LEBLANC	S. LEPENNE-GULLAUD

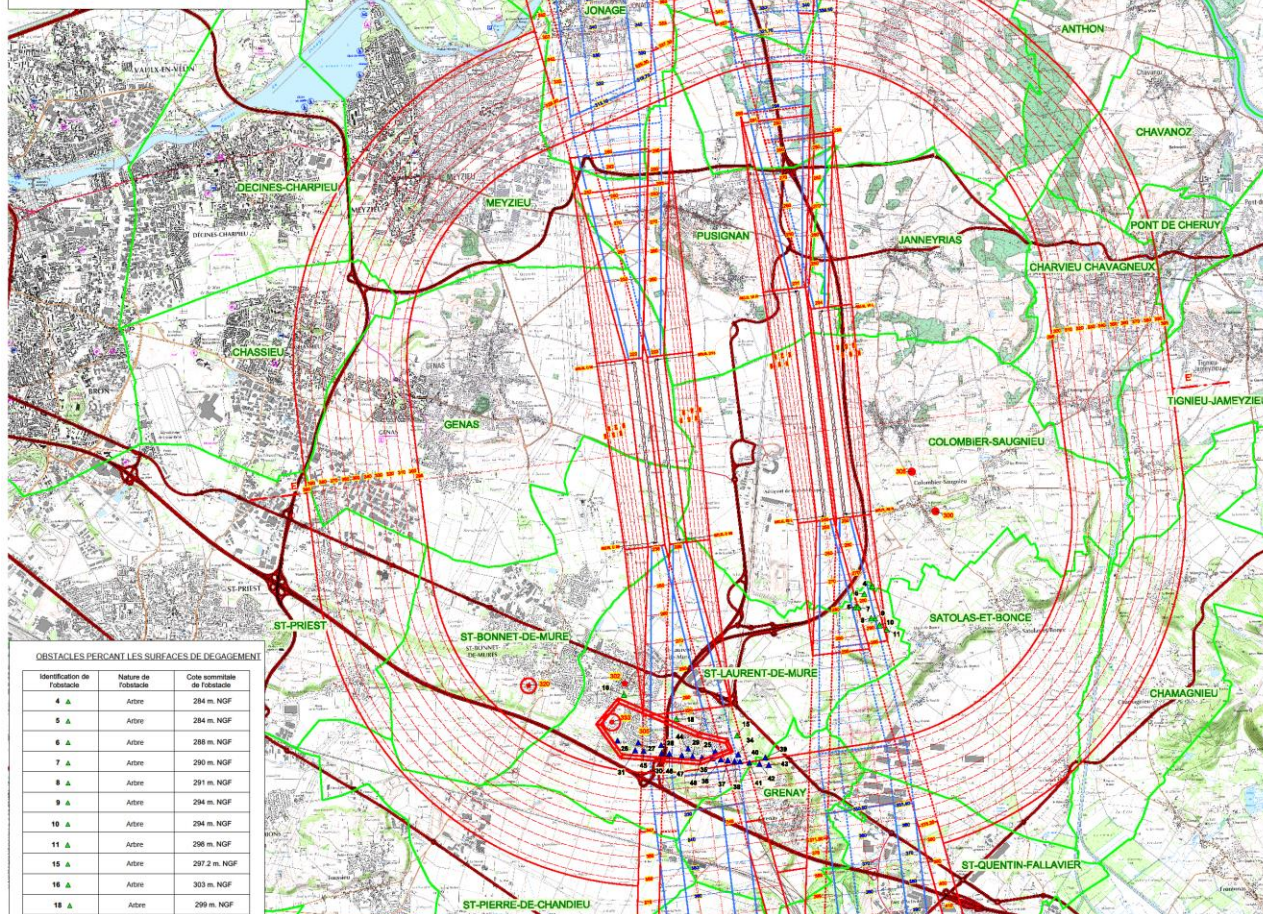
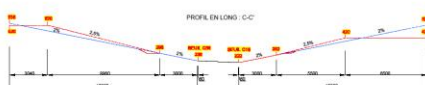
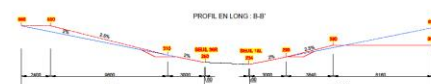
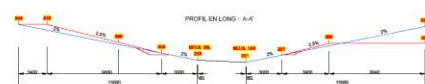
**Caractéristiques techniques de base :**

- Code de référence de l'admission : 41
- Affiliée de référence : 250 et 302F

**Programme :**

- Seuil 18R (34-0) : approche classique
- Seuil 36L (35-2) : approche de précision de cat. 3
- Seuil 18L (34-0) : approche de précision de cat. 1
- Seuil 36S (35-2) : approche de précision de cat. 3
- Seuil C3R (34-0) : approche de précision de cat. 1
- Seuil C3L (35-2) : approche de précision de cat. 3
- Seuil D18 (34-0) : approche classique
- Seuil D36 (35-2) : approche de précision de cat. 3

L'agencement	
	Devise de la patrie
	Planète : métropole Devise : 100 m (100 m) - 4000 m (400 m) Devise : 100 m (100 m) - 4000 m (400 m) Devise : 100 m (100 m) - 4000 m (400 m) Devise : 100 m (100 m) - 4000 m (400 m)
	Unité de la capitale
	Intégration de la capitale
	Unité de la capitale de la capitale
	Intégration de la capitale de la capitale
	Unité de la capitale de la capitale
	Intégration de la capitale de la capitale
	Unité de la capitale de la capitale
	Intégration de la capitale de la capitale
	Unité de la capitale de la capitale
	Intégration de la capitale de la capitale
	Unité de la capitale de la capitale
	Intégration de la capitale de la capitale
	Unité de la capitale de la capitale
	Intégration de la capitale de la capitale
	Unité de la capitale de la capitale
	Intégration de la capitale de la capitale
	Unité de la capitale de la capitale
	Intégration de la capitale de la capitale
	Unité de la capitale de la capitale
	Intégration de la capitale de la capitale
	Unité de la capitale de la capitale

[illegible]

Identification de l'obstacle	Nature de l'obstacle	Colle nominale de l'obstacle
4	Asbre	284 m. NGF
5	Asbre	284 m. NGF
6	Asbre	288 m. NGF
7	Asbre	290 m. NGF
8	Asbre	291 m. NGF
9	Asbre	294 m. NGF
10	Asbre	294 m. NGF
11	Asbre	296 m. NGF
15	Asbre	297,2 m. NGF
16	Asbre	303 m. NGF
18	Asbre	299 m. NGF

Identification de l'obstacle	Nature de l'obstacle	Cote sommitede l'obstacle
25 ▲	PYLONE	317,1 m. NGF
26 ▲	PYLONE	325,7 m. NGF




**Ministère de la transition écologique et solidaire**  
 Direction de la sécurité de l'aviation civile Centre-Est

**Aérodrome de LYON SAINT-EXUPÉRY**  
**PLAN DES SERVITUDES AERONAUTIQUES DE DEGAGEMENT**  
**A2 - PLAN DE DETAILS**

**PROJET**

Météo France  
 Service Technique de l'Aviation Civile  
 Département Instrumentation/Géodésie/Contrôle  
 31, avenue du Maréchal Lyautey - CS 90012 - 69500 Bronnais sur Merne - Cedex


Date	Révision	Échelle
17/05/2017	1	1:10000

Approuvé par :  en date du : 17/05/2017

**Caractéristiques techniques de base**  
 - Cote de référence de l'aérodrome : 200 m NGF  
 - Altitude de référence : 200 m NGF

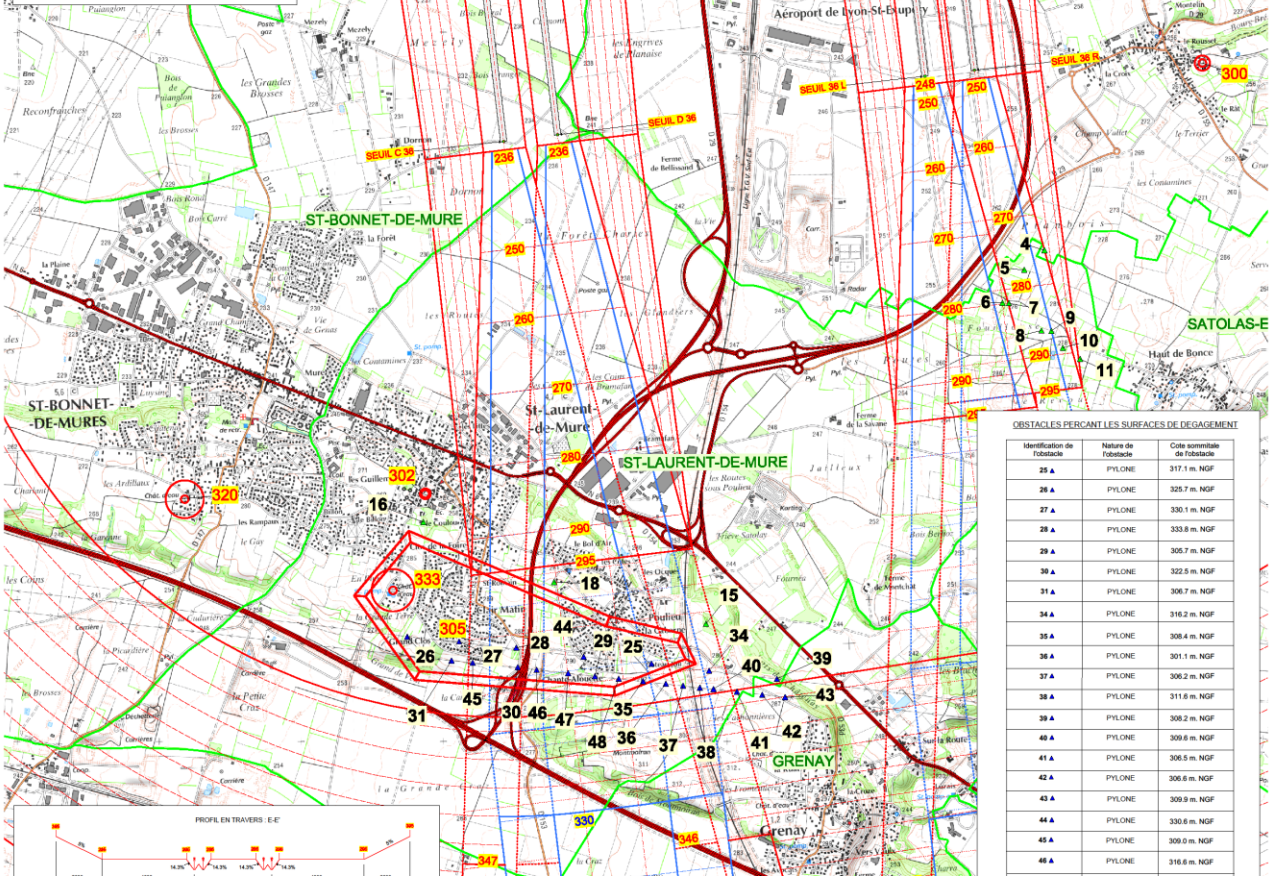
Seul 100 (S-E) : approche de précision de cat. 1  
 Seul 100 (S-E) : approche de précision de cat. 1  
 Seul 200 (S-E) : approche de précision de cat. 1  
 Seul 200 (S-E) : approche de précision de cat. 1  
 Seul 200 (S-E) : approche de précision de cat. 1  
 Seul 200 (S-E) : approche de précision de cat. 1

Légende :  
 - Rouge : Servitude de dégagement  
 - Vert : Servitude de dégagement  
 - Bleu : Servitude de dégagement  
 - Orange : Servitude de dégagement  
 - Jaune : Servitude de dégagement  
 - Gris : Servitude de dégagement

Nord : 

**OBSTACLES PERÇANT LES SURFACES DE DEGAGEMENT**

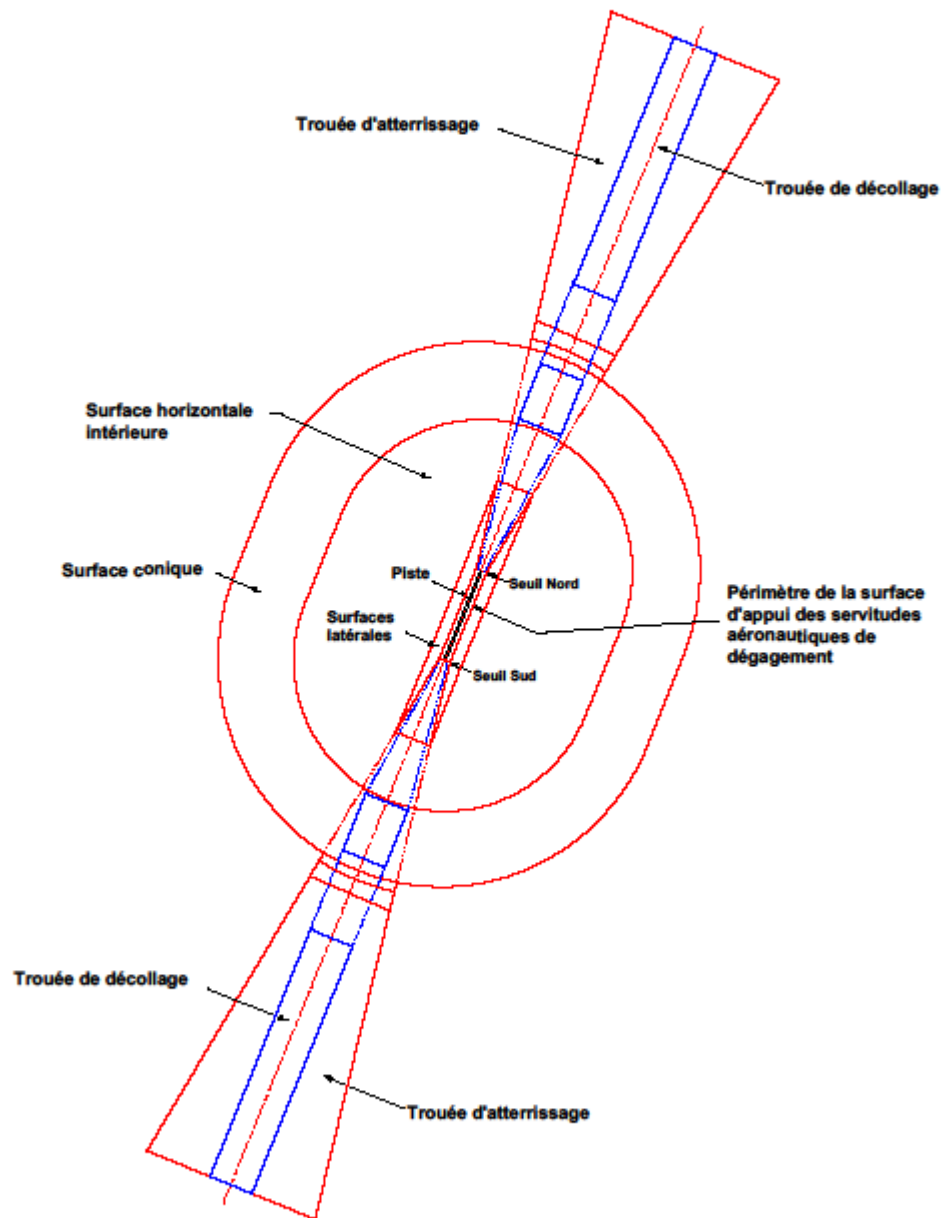
Identification de l'obstacle	Nature de l'obstacle	Cote sommitale de l'obstacle
4 ▲	Arbre	284 m. NGF
5 ▲	Arbre	284 m. NGF
6 ▲	Arbre	288 m. NGF
7 ▲	Arbre	290 m. NGF
8 ▲	Arbre	291 m. NGF
9 ▲	Arbre	294 m. NGF
10 ▲	Arbre	294 m. NGF
11 ▲	Arbre	296 m. NGF
15 ▲	Arbre	297.2 m. NGF
16 ▲	Arbre	303 m. NGF
18 ▲	Arbre	299 m. NGF



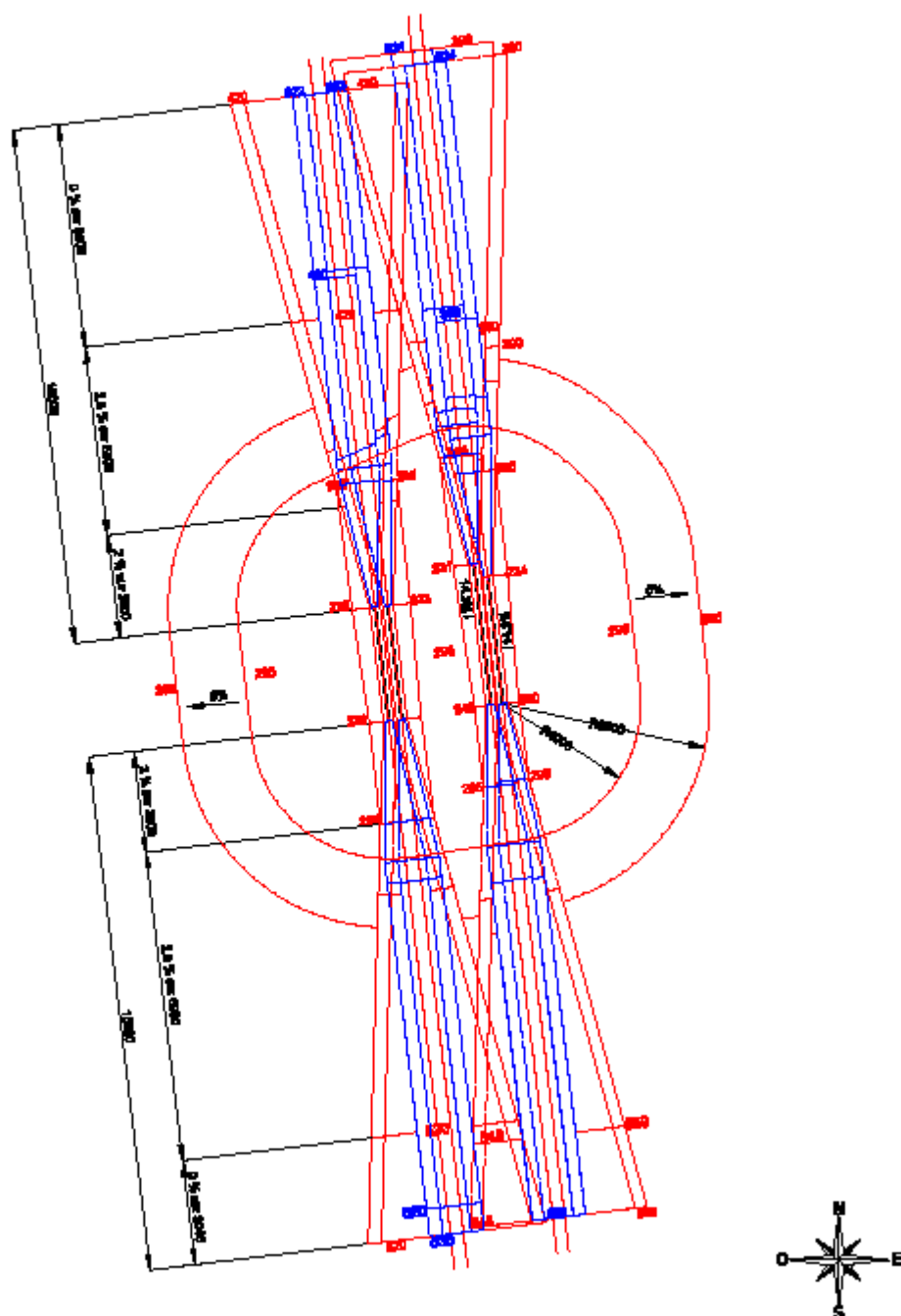
## SERVITUDES AERONAUTIQUES

Croquis d'ensemble de présentation des surfaces de base

### 3.2 - Vue de dessus



### 3.3 Croquis des surfaces des servitudes aéronautiques



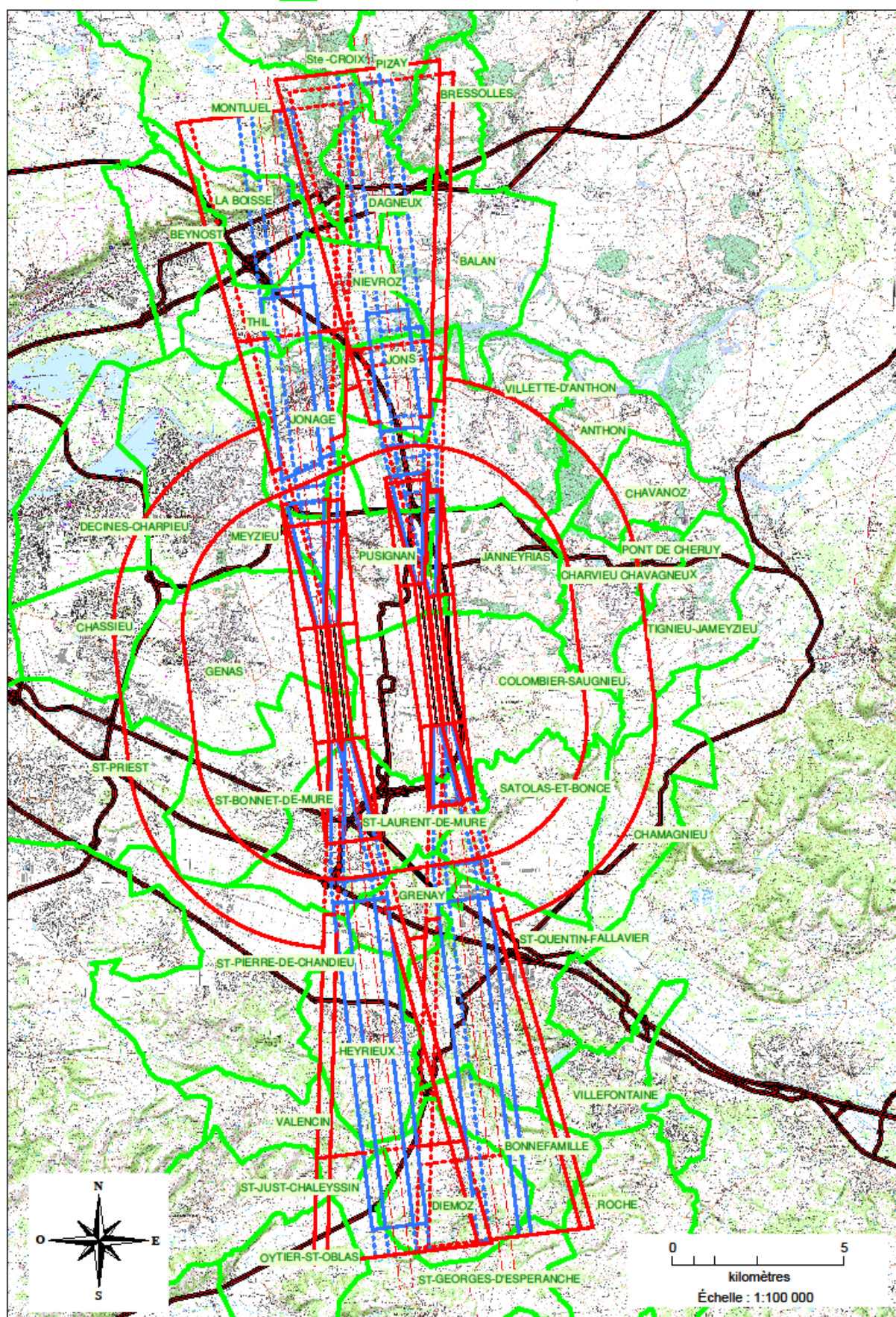
Nota : distance en mètres et cotes altimétriques en mètres NGF



## AERODROME DE LYON-SAINT EXUPERY

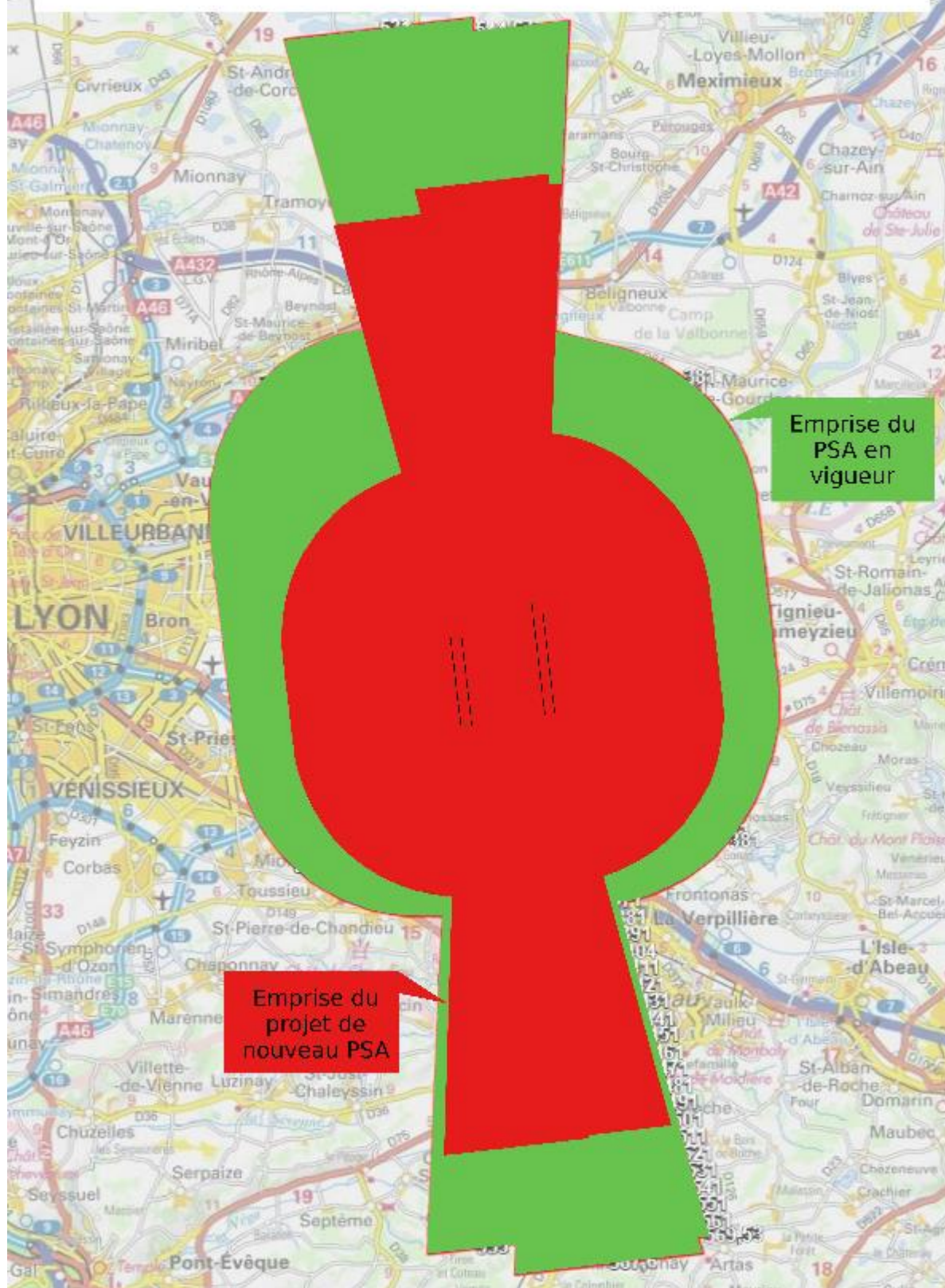
### 3.4 - Carte de l'enveloppe des surfaces de dégagement

Communes sous servitudes aéronautiques





# SUPERPOSITION DU PSA EN VIGUEUR ET DU PROJET DE NOUVEAU PSA DE L'AEROPORT DE LYON SAINT-EXUPERY



## **11. DROIT DE PREEMPTION URBAIN**

Monsieur le Maire rappelle que M. Velien souhaite céder ses parcelles pour lesquelles une DUP est en cours d'instruction.

M. Vélien a vendu sa parcelle à un tiers pour un montant de 308 000€ pour 1500 m<sup>2</sup> dont 40% inconstructible.

M. Vélien ainsi qu'une de ses filles ont été reçus en Mairie en présence du directeur de l'EPF.

Ils souhaitent négocier. M le Directeur de l'EPF leur a expliqué que l'affaire allait être portée devant le juge de l'expropriation. Étant donné qu'une DIA a été déposée, la commune ne peut qu'aller face dans la procédure.

Si la DIA n'aboutit pas, la commune achètera au plus vite le bien. L'EPF va gérer la procédure.

Mme Duprat trouve dommage d'en arriver à de telles extrémités et demande pourquoi il y a tant de différence entre l'estimation et le prix de vente.

L'EPF sera porteur du projet et une fois que le terrain sera à la commune, une opération de construction pourra être lancée.

Mme Basili demande si cela laisse plus de temps dans la procédure. Monsieur le Maire répond que la procédure reste la même soit jusqu'au 12 janvier.

Monsieur le Maire donne lecture du projet de délibération.

### **DELIBERATION 18/06/10 : DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN A L'EPF**

Monsieur le rapporteur rappelle aux membres du Conseil Municipal l'opération d'ensemble projetée sur les parcelles cadastrées A 2056 et A 2057 sises 388, rue du canal à THIL.

Il fait de la réception en date du 12 novembre 2018 d'une demande d'intention d'aliéner de la part des propriétaires.

Vu la délibération n°15.05.03 en date du 13 novembre 2015 approuvant le PLU

Vu la délibération n° 15.05.04 en date du 13 novembre 2015 instituant un droit de préemption urbain

Le Conseil municipal de THIL, après en avoir délibéré,

- Délègue à l'EPF de l'Ain le droit de préemption urbain pour l'acquisition des parcelles visées par la demande d'intention d'aliéner.

Donne pouvoir à Monsieur le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

<i>Pour</i>	<i>10</i>
<i>Contre</i>	<i>3</i>
<i>Abstention</i>	<i>1</i>

## **12. QUESTIONS DIVERSES**

M. Caplat rappelle que

- 26 novembre à 14h aura lieu une démonstration du système de barrage d'eau

- Lors de la Commission Générale du 8 novembre a été évoqué la modification du règlement du PLU. Un message a été envoyé à cette suite, aucune réponse n'a été reçue à ce jour. Il demande à ce que les propositions soient faites avant la commission urbanisme du 1<sup>er</sup> décembre.
- La cérémonie des vœux à la population le 13 janvier à 11h

Mme Semay remercie pour la marche du 17 novembre dont les bénéfices sont reversés au Téléthon et fait un rappel sur la vente d'huîtres et la boum des enfants dont les bénéfices seront reversés au Téléthon également et que le Téléthon a lieu le 9 décembre à Thil.

M. le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

*« Mairie de THIL,  
Fin de la séance du Conseil Municipal  
En Mairie de Thil  
Le lundi 19 novembre à 21 h 46  
Stopper l'enregistrement »*